5e Année, N° 93 - 1er Décembre 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : La leçon du Tigre. — L'exclusion des six (P. Monatte).
PARMI NOS LETTRES : Le pic du démolisseur. — Réformistes et révolutionnaires. — Une lettre de Max Eastman.

L'autonomie syndicale, formule d'avenir

Où va la C. G. T. U. ?

par P. MONATTE

NOTRE CONCLUSION SUR L'EST-CHINOIS

par R. LOUZON

LE PIÈGE DE L'ÉCOLE UNIQUE

par Ch. et M. PIVERT et B. GIAUFFRET

NOTES ECONOMIQUES : Rothschild, banquier du Sionisme et banquier des Pogroms. — Hilferding contre l'impôt sur le revenu et pour l'impôt sur la bière. — La botte de Briand pire que la botte de Tardieu (R. Louzon). — Les cultures florales (B. Giauffret).
LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : La démission de Schumacher (M. Chambelland). — Voilà les scissionnistes qui crient à la scission ! (M. Ch.). — Deux succès minoritaires dans l'Enseignement. — Rectification (Marie Guillot).
FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — L'affiche des six élus. — Le gouvernement travailliste et les chômeurs.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES,
MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte) — **Les Notes Economiques** (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous) — **A travers les Livres** (A. Rosmer, B. Giauffret, (A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationle syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : **40 francs.**

Reliés « Selflior » : **48 fr. 50** (franco **50 fr. 50**).

Reliez vous-mêmes
"La Révolution Prolétarienne"
"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

France ..... 11 fr.
Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

La leçon du Tigre

Le dernier geste de Clemenceau, la façon dont il a réglé son enterrement, a grande allure.

Pas de funérailles nationales. Un camion qui vient rue Franklin en pleine nuit, à deux heures du matin, prendre le cercueil pour le conduire dans ce jardin d'un bourg de Vendée où se trouve la tombe de son père. Quelques amis intimes seulement. Surtout pas de discours. Que les salauds ne viennent pas baver sur son cercueil.

Qui, les salauds? Mais ceux qui lui barrèrent la présidence de la République. Mais Briand, avec sa politique de Locarno. Poincaré, qu'il appelait le « reptile meusien ». Tardieu, qui l'avait lâché et renié, en passant au camp « meusien », en défendant cette politique de Locarno qu'il avait promis de combattre, il y a trois ans encore, aux électeurs de Belfort.

En partant, en quittant ce monde, celui qui se trouva brusquement isolé en 1919 a tenu à rester orgueilleusement seul jusqu'au cimetière.

Donner ce spectacle au pays, au monde entier, aura été sa dernière vengeance. Elle a sa grandeur.

Clemenceau aura été l'un des derniers hommes élevés dans le culte de la Révolution de 1789 que nous ayons connus. C'était une sorte de jacobin dégénéré, un jacobin qui aura eu le sort étrange, une fois au gouvernement, d'être le plus brutal ennemi de la classe ouvrière, en attendant de devenir un jour l'assassin de la Révolution allemande et par le même coup de la Révolution sociale européenne.

Sans les mitrailleuses qu'il restitua au gouvernement allemand et qui devaient faucher les rangs spartakistes, la Révolution allemande aurait fait le deuxième bond que tout le monde attendait. Venant après la Révolution russe, elle aurait mis le feu à toute l'Europe. De même que l'histoire avait trouvé Clemenceau devant le mouvement de la C.G.T. en 1906, elle l'a planté devant la Révolution mondiale d'après-guerre au point le plus décisif. Si bien que c'est un homme qui se réclamait de 1793 qui aura rempli à notre époque le grand rôle contre-révolutionnaire et assuré au régime capitaliste un répit de quelques dizaines d'années. De là la sympathie dont l'entourait sur la fin la bourgeoisie la plus féroce, oubliant le maire conciliateur de la Commune, le tombeur de Ferry, le dreyfusard, le radical qui pendant vingt-cinq ans avait lutté contre l'opportunisme pour cette République qu'il avait rêvé si belle sous l'Empire.

Je ne serais pas surpris que l'amertume de sa pensée et son mépris des hommes aient leur source dans le drame intérieur de sa vie; il voulait continuer la Révolution et il n'avait su que la refouler.

Est-il arrivé trop tard au pouvoir ? Quand il fut ministre pour la première fois, en 1906, il avait dans les 65 ans. Aussi énergique qu'il fût encore, il était néanmoins un vieillard. Surtout, ce pouvoir auquel il avait tant aspiré, à qui il attachait tant d'importance, dès le premier usage lui apparaissait sans valeur. Il constatait qu'un ministre de l'Intérieur, s'appelât-il Clemenceau, avait moins de pouvoir qu'un préfet du Pas-de-Calais instrument des Compagnies houillères. Alors qu'il était venu nous dire au Comité de grève des Mineurs, à la Maison du Peuple de Lens, que Clemenceau, ministre de l'Intérieur, tiendrait les promesses faites par le Clemenceau de la Mêlée sociale, et que nous ne verrions pas de troupes dans les rues, deux ou trois jours après, son préfet en inondait la ville de Lens.

Il est curieux de constater comment il a aimé jouer avec la police et comment il s'est fait jouer par elle. En 1906, la Sûreté générale lui fait croire que la résistance des grévistes du Nord et du Pas-de-Calais est l'effet d'un complot syndicalisto-bonapartiste. Il lance l'un des premiers Complots, où nous avons été impliqués à une vingtaine de militants du Nord et de la C.G.T. Pour ma part, cheville ouvrière du complot, je n'étais rien moins que l'agent d'un certain comte Durand de Beauregard : « Vous n'avez pas l'air de vous douter que vous êtes accusé d'avoir touché 70.000 francs », me disait mon avocat, Ernest Lafont, dans ma cellule de Béthune, où étant au droit commun j'ignorais tout, ne recevant ni visites ni journaux. Comment aurais-je pu m'en douter? Le complot ne résistait pas une minute à l'examen du dossier. Mais il avait produit son résultat. On avait pu amener les mineurs à réintégrer les puits avant le 1er mai 1906.

Voyez-vous Clemenceau recevant lui-même Métivier?

Vous le représentez-vous, en 1917, avalant toutes les sottises de la Sûreté militaire et dénonçant à la tribune du Sénat les pacifistes comme des agents soudoyés de l'Allemagne? Dans son mépris des hommes, croyait-il ce qu'il disait ou pensait-il que tous les moyens sont bons? Le vieux champion du Droit dans l'affaire Dreyfus était loin. Il ne restait que le jacobin dégénéré et malheureux.

On comprend mieux Clemenceau quand on se rappelle la réponse qu'il fit à Benoît Malon, qui était venu l'entretenir de la fondation de la Revue socialiste :

— Se dévouer aux idées de justice, bon, j'en suis; mais je ne puis tout de même pas vivre sans mes deux cent mille francs de rente par an.

On ne peut se dévouer à la justice et s'assurer deux cent mille francs de rente. On ne peut que trahir la justice et finir comme il a fini en devenant l'un des bergers les plus rudes de la classe bourgeoise, en sacrifiant tout au nationalisme, les idées au nom desquelles la bourgeoisie fit sa révolution, et des millions de vies humaines.

Une phrase lui a été beaucoup reprochée : « Entre nous et les ouvriers, c'est une question de force ». Il n'est pas de plus utile leçon. Il ne s'agit pas de deman-

der à la bourgeoisie d'être bonne. Il faut demander à la classe ouvrière d'être forte. Une classe ne renonce à ses privilèges que contrainte par la force; aux jours de danger, elle est sûre de retrouver pour la défendre ceux qui ne peuvent pas vivre sans leurs deux cent mille francs de rente. C'est la leçon qui se dégage de la vie agitée et dramatique du Tigre.

L'exclusion des six

*Tout le monde leur tape dessus, depuis l'*Humanité *jusqu'aux différents organes de l'Opposition communiste. Pour l'*Humanité*, c'est logique; et elle tape avec une sacrée vigueur. Mais je comprends moins que les oppositionnels de parti accueillent ainsi le renfort qui leur arrive.*

Je trouve, au contraire, cette révolte des six conseillers municipaux communistes parisiens tout à fait intéressante à deux points de vue.

Que disent ceux qui partent ? A peu près les mêmes choses que nous avons dites depuis cinq à six ans. Ils viennent confirmer un peu tardivement que nous avions raison dans le jugement que nous portions sur le Parti communiste. Mais enfin mieux vaut tard que jamais.

D'autre part, n'est-il pas intéressant de constater qui reste à l'Hôtel de Ville pour y représenter le Parti communiste? On ne peut parler de Marty qui n'est pas à l'Hôtel de Ville mais à la Santé. Il ne reste comme conseiller communiste que le seul Salom. Rien que pour nous avoir préparé cette apothéose, je féliciterais les six exclus.

Salom, seul et unique conseiller communiste de Paris, c'est tout un symbole. Rien ne montre mieux ce qu'est devenu le Parti communiste français. Quand les éléments sérieux s'en vont, il est naturel que les éléments les plus louches arrivent en pleine lumière. L'homme qui n'a jamais pu s'expliquer convenablement sur le vol commis au Syndicat des Producteurs d'Electricité, est maintenant tout à fait à sa place.

*Celui-là n'est pas une fripouille pour l'*Humanité *et pour Frachon. Ce sont les six qui sont des fripouilles. Ils n'ont pourtant pas été bien méchants encore. Leur lettre que l'*Humanité *a publiée si péniblement ne contenait rien de terrible. Quant à leur affiche apposée sur les murs de Paris, elle dit très bien, sur un ton mesuré, des vérités pas très neuves.*

D'où vient donc la colère des dirigeants du Parti? Elle vient certainement de ce que la révolte des six annonce que la patience des éléments sérieux qui restaient dans leur coin, s'occupant les uns de leur mairie, les autres de leur coopérative, d'autres de leur syndicat, que la patience de ce contingent de vieux membres du Parti est à bout. Ils faisaient tranquillement leur travail, refusant de s'occuper de questions générales, mais votant docilement toutes les résolutions qu'on leur présentait. Ils ont donné leur voix pour notre exclusion; certains, comme Louis Sellier, ont même servi de procureurs contre nous.

Et après? Mais dans mon for intérieur, j'ai remercié Sellier et ses collègues de me mettre dehors. Qu'est-ce que j'avais été faire au Parti ? Aussi vous ne voudriez pas que je leur en tienne rigueur.

Des hommes comme Garchery, comme Joly, comme Castellaz ne se sont pas décidés à la légère. Il faut qu'ils en aient enduré beaucoup pour exploser comme ils le font. Mais qu'est-ce qui les a fait éclater finalement? Ils ne l'ont pas dit encore. Ils se doivent de le dire, s'ils veulent que leur geste soit compris.

Je ne pense pas que le fait de voir à leurs trousses tous les Pillot qui se voient déjà conseillers municipaux du 18e ou d'ailleurs, non plus que tous les Doriot se faisant pardonner leurs péchés d'hier, puisse les impressionner au point de leur couper le sifflet.

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

Le pic du démolisseur

La brillante équipe des rédacteurs de la Vie Sociale à *l'Humanité* a inauguré une rubrique « Coups de pioche » soi-disant tenue par un « terrassier de service ». Quelle injure pour les terrassiers! Mais un ami nous écrit à ce propos :

Vous êtes-vous demandé quel est l'outil qui figure dans le titre dessiné de la nouvelle rubrique de « l'Humanité » les « Coups de pioche » ?

Si vous avez cru que c'était une pioche, une vraie pioche de terrassier, vous vous êtes trompés.

C'est un pic de démolisseur.

Vous conviendrez que ce dessin est symbolique : il préside au travail de démolition de la C. G. T. U. qu'ont entrepris la direction du Parti et ses petits larbins de la Vie sociale. C'est ce qu'on appelle un dessin de circonstance.

Réformistes et Révolutionnaires

Utile rappel d'une attitude pas très lointaine des dirigeants de la C.G.T.U. :

Vous semblez n'être pas satisfaits d'être qualifiés de réformistes, alors que vous devriez en être heureux.

En janvier 1926, au C. C. N. de la C. G. T. U., Monmousseau déclara, appuyé par Revol et par tous les délégués : « Il faut être un bon réformiste pour être un bon révolutionnaire. »

Pour une fois, j'ai pensé que j'étais d'accord avec Monmousseau, et sans doute tout le C. C. N. aussi, puisque personne n'a protesté.

Une lettre de Max Eastman

Max Eastman nous a adressé, le 10 novembre, une lettre dont il nous demande l'insertion :

Puisque vous avez publié mes « congratulations » pour l'article de Louzon, « Rendre aux Chinois... », ne voulez-vous pas aussi publier le fait que je ne suis pas d'accord avec Louzon dans ses principes généraux ? Je crains une guerre entre l'Union Soviétique et Tchang-Kaï-Shek dans les circonstances concrètes actuelles, à cause des résultats possibles en Chine, et aussi — ce qui me paraît plus important — à cause des résultats presque certains dans l'Union Soviétique. Mais ce n'est aucun principe général, c'est la faiblesse du mouvement révolutionnaire en Chine, c'est la force de la tendance bureaucratique en Russie, qui déterminent ma position à l'égard du chemin de fer. En cas de guerre, je soutiendrai l'Union Soviétique contre le gouvernement de Tchang-Kaï-Shek, sans condition.

L'AUTONOMIE SYNDICALE, FORMULE D'AVENIR

Où va la C. G. T. U. ?

(Suite)

Pourquoi ce camarade des Métaux qui me déclara que la C.G.T.U. marchait à la catastrophe joignit-il son vote à ceux de la majorité ?

Parce qu'il avait reçu le mandat de voter ainsi, ses mandants ne pensant pas comme lui ; lui-même peut-être n'ayant pas cherché à les gagner à sa manière de voir. Attend-il qu'ils y viennent d'eux-mêmes ? Ou bien croit-il que ces discussions dites de tendances ne peuvent qu'être préjudiciables aux syndicats?

Pourquoi n'a-t-il pas cherché à les gagner à son point de vue ? Oui, pourquoi ? On pourrait même pousser la curiosité un peu plus loin et demander : Pourquoi ce militant, qui est convaincu que les communistes mènent la C.G.T.U. à la catastrophe et qui le déclare en privé, dit-il exactement le contraire en public ? Si bien que son mandat, contraire à son point de vue personnel, c'est peut-être lui-même qui se l'est fait donner tel quel.

Mais alors, direz-vous, ce gars est un jean-foutre. Nullement. Si je pensais qu'il en est un, je n'aurais pas rapporté ses propos.

Ah ! certainement, il n'aime pas les coups, et il en recevrait pas mal s'il prenait position publiquement. Certainement aussi, il n'aime pas à marcher seul ou en petite troupe d'avant-garde ; il lui faut être dans une majorité ou dans une très forte minorité. Mais ce n'est pas cela qui détermine son attitude contradictoire.

Ce qui le met dans cette position ridicule et pénible, c'est qu'il est empêtré dans son adhésion au Parti communiste. Qu'il s'en dépêtre donc ! Il ne demanderait pas mieux. Mais les théologiens de l'église communiste sont là qui l'en empêchent, qui l'empêtrent un peu plus.

Ils lui tiennent ce langage : « Impie ! lâche ! Tu veux te faire exclure parce que la répression sévit contre le Parti. Tu as peur de la répression. Si tu étais un homme, tu comprendrais que tu n'as pas le droit de te retirer du Parti ou de t'en faire exclure pendant cette période. Tu comprendrais aussi qu'à aucun moment la discipline la plus étroite des membres du Parti pour l'exécution de ses tâches n'a été plus indispensable. »

Ce qui veut dire qu'après l'obligation morale de rester au Parti, il doit accepter l'obligation statutaire d'exécuter les tâches syndicales fixées aux membres du Parti, et contribuer ainsi à mener la C.G.T.U. à la catastrophe.

Je ne blague pas. C'est le langage, digne des Jésuites, que le grand théologien Jean Brécot a tenu à diverses reprises aux militants fédéraux de l'Enseignement, et qu'il leur tenait encore dans la *Vie Ouvrière* du 15 novembre : « Il n'y pas deux façons de lutter contre la répression, il n'y en a qu'une : la solidarité étroite avec le Parti communiste et la discipline de ses membres pour l'exécution de ses tâches. »

Allons, militants centristes de l'Enseignement et des autres corporations, approuvez et pratiquez maintenant la « tactique néfaste » que vous venez de condamner.

Le bilan d'une gestion

La situation de la C.G.T.U., telle qu'elle était apparue à travers les chiffres fournis au Congrès par Simonin, était déjà assez grave ; on peut dire que, depuis, elle est encore en voie d'aggravation rapide.

D'après les chiffres de Simonin, reproduits par Chambelland dans son article sur le Congrès (1), il n'y aurait eu en 1928 que 375.000 cartes confédérales de placées au lieu de 475.000 en 1926. Soit une baisse, en deux ans, de 100.000 adhérents.

En outre, de ces 375.000 cartes placées en 1928, il faudrait normalement retirer les cartes prises mais non payées. Notamment les cartes prises par les Fédérations qui ont une dette à la C.G.T.U., une dette si élevée pour certaines, comme le Bâtiment, les Métaux et le Textile, qu'elle représente une somme supérieure au montant des cartes et des timbres placés par elles pendant plus de deux ans. Soit cent mille cartes environ qu'il faudrait déduire.

Ces chiffres sont ceux de 1928. Que réservent ceux de 1929 ? D'après ce qui se dit de divers côtés, il y aurait encore une baisse.

La prise des cartes pour 1930 s'annonce donc sous d'assez mauvais auspices. Va-t-on arrêter la baisse des effectifs ou la voir s'accélérer ?

On se demande comment les Fédérations qui n'ont pu verser un sou sur des cotisations confédérales de 30 centimes vont pouvoir en payer une de 50 centimes à partir du 1er janvier prochain.

Ce n'est pas la centralisation financière envisagée qui remédiera au malaise du budget de la C.G.T.U., pas plus qu'à la baisse des effectifs. On sait en quoi consiste dans ses grandes lignes ce nouveau projet. Autrefois les cotisations confédérales étaient versées par le double canal des Fédérations d'industrie et des Unions régionales. Pour simplifier, on institua le versement par le seul canal des Fédérations; les Unions régionales, ne touchant plus de cotisations directement des syndicats, recevaient désormais de la C.G.T.U. les ressources nécessaires à leur fonctionnement ; de cette dépendance financière des Unions régionales à la C.G.T.U. à une dépendance morale, il n'y avait qu'un pas qui fut vite franchi. Pour simplifier encore soi-disant, on a fait le projet de supprimer le versement des cotisations par le canal des Fédérations. Les Syndicats verseraient directement à la C.G.T.U. qui aurait à fournir aux Fédérations les moyens de vivre comme elle les fournit déjà aux Unions régionales.

On prétend même que c'est la C.G.T.U. qui fixerait la part qui doit revenir aux Syndicats eux-mêmes. Le Syndicat deviendrait ainsi un simple percepteur de la C.G.T.U. ne pouvant disposer des cotisations recueillies par lui et devant les acheminer au centre, à charge par la Trésorerie confédérale d'assurer les frais des cardinaux fédéraux, des archevêques régionaux, des évêques locaux et des simples curés, les permanents de syndicats. Les Unions régionales ne seraient plus seules sous la dépendance

(1) *R. P.* du 1er octobre.

financière et morale ; les Fédérations passeraient sous la même dépendance; même les syndicats y tomberaient. Comme renversement de l'édifice confédéral, comme suppression de l'odieux fédéralisme d'hier et comme développement du centralisme, avouez que c'est complet, que c'est parfait.

Mais un tel système peut-il fonctionner ? Ce centre dévorant jouit-il d'une telle confiance que chacun se pliera sans effort à ses volontés ? Dans l'Etat bourgeois, le percepteur se fait obéir, mais il a près de lui l'huissier et le gendarme, l'huissier pour saisir le contribuable récalcitrant et le gendarme pour lui prêter main-forte. Quels seront les huissiers et les gendarmes de la C.G.T.U. ?

Ce système d'un centralisme sans retenue et j'ajouterai: sans pudeur, était appliqué, paraît-il, par la C.G.T.U. tchécoslovaque. Quant on s'étonnait de son existence, on vous répondait que c'était une anomalie voulue par les militants syndicaux tchécoslovaques, imbus d'un vieil esprit centraliste social-démocrate que l'I.S.R. s'efforçait vainement de corriger. Voilà que cette anomalie est transplantée en France par l'I.S.R. elle-même, après avoir donné d'assez mauvais résultats en Tchécoslovaquie.

Je ne sais pas si ce projet se réalisera, mais s'il se réalisait il est facile de prédire qu'en France un centralisme aussi insolent donnerait de plus mauvais résultats encore. Si l'on veut que les Fédérations unitaires d'industrie n'aient pas plus de vie que les Unions régionales, si l'on veut faire fuir syndicats et syndiqués, on n'a qu'à appliquer ce système mirobolant.

En 1922, la première direction de la C.G.T.U. avait fait un projet de réorganisation contre lequel la grande majorité des syndicats s'élevèrent. La direction qui la remplaça, après avoir combattu ce projet, en a réalisé une partie, l'institution d'archevêques confédéraux; aujourd'hui elle sort un projet à elle de réorganisation, qui ne pourrait aboutir qu'à la démolition complète de la C.G.T.U.

Depuis le IVe Congrès de l'I. S. R.

Un tel projet émane-t-il des dirigeants de la C.G.T.U., ou bien leur a-t-il été suggéré sinon imposé par les dirigeants de l'I.S.R. ? Ceux-ci ne se chargent pas seulement de fournir de grandes théories générales de rechange, non plus que de savantes méthodes de stratégie des grèves, ils ont aussi des méthodes infaillibles pour l'organisation des travailleurs, valables pour tous les pays et tous les temps. Aussi l'on peut dire que, défalcation faite des bêtises de leur cru faites par tels ou tels dirigeants de la C.G.T.U., les plus grosses bêtises, les plus grosses fautes leur sont imposées par l'I.S.R.

Prenez la subordination au Parti, le centralisme forcené, le système des grèves artificielles, l'abandon de l'unité syndicale et la Révolution pour demain matin et demandez-vous comment, sur chacun de ces points, des militants français ayant une certaine expérience du mouvement syndical ont pu faire litière de tout ce que cette expérience leur avait appris, et comment des jeunes sans expérience personnelle, des Gitton et des Vassart, ont appris ce catéchisme qu'ils débitent avec tant d'assurance.

L'an dernier, à son IVe Congrès, l'I.S.R. a commencé une nouvelle étape. Jusqu'alors elle avait mis au premier plan de son action la lutte pour l'unité et la formation du syndicalisme de masse. Elle s'en est débarrassée à ce Congrès. Nous l'avons fait remarquer à l'époque. Après l'échec du Comité anglo-russe, tout espoir de fusion entre l'I.S.R. et la F.S.I. d'Amsterdam, même le simple espoir de l'entrée dans Amsterdam des syndicats russes et des organisations composant l'I.S.R. devait être abandonné. Ce n'est pas le lieu de rechercher les causes de l'échec du Comité anglo-russe ; je constate simplement le fait de l'échec et le changement d'orientation qui l'a suivi dans l'I.S.R.

Une nouvelle politique a été inaugurée comportant, en vue du renforcement de l'I.S.R., la création de nouvelles sections nationales, et là où existaient déjà des sections de l'I.S.R., la lutte plus acharnée contre la section rivale appartenant à la F.S.I. d'Amsterdam.

La création de nouvelles sections de l'I.S.R. rencontre de sérieuses difficultés. La transformation du Mouvement minoritaire anglais en une C.G.T.U. anglaise s'est heurtée au bon sens des militants révolutionnaires des Trade-Unions. En Allemagne, une tentative analogue connaîtra probablement le même sort mérité. Reste la formation d'une nouvelle Centrale syndicale aux Etats-Unis, au Congrès tenu il y a quelques mois à Cleveland par la Ligue d'Education syndicale. Certes, il ne s'agit pas dans ce cas de scission à vrai dire, mais de syndicats parallèles s'adressant à des couches différentes de la classe ouvrière. Encore peut-on se demander si cette initiative revient à la Ligue d'Education et aux militants comme Foster, ou bien si l'une et les autres y ont été poussés par l'I.S.R.

Les résultats ne sont pas plus brillants dans la catégorie des sections de l'I.S.R. déjà existantes. La Centrale tchécoslovaque vient de traverser une crise redoutable, commencée par des mouvements de grève artificiels et terminée par une révolte des militants syndicaux et une scission.

Le sabotage de l'idée de grève

Ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie aurait pu se passer aussi naturellement en France. Ici comme là-bas, plus que là-bas peut-être, on a joué avec la stratégie des grèves, lancé de grands mouvements, par exemple dans la Métallurgie, le Textile, chez les mineurs, qui se sont terminés par des échecs et ont affaibli les organisations.

On a appris simplement à l'occasion du dernier Congrès des Mineurs, que Kirsch, l'un des secrétaires de la Fédération du Sous-Sol, avait été démissionné et qu'il avait même été exclu du Parti communiste à la suite du fameux mouvement des mineurs imposé aux militants de la Loire comme à ceux du Gard, et comme il l'aurait été à ceux du Pas-de-Calais et du Nord si les premiers bassins engagés avaient donné à fond. Il fallait un bouc émissaire, il en fallait plusieurs ; à la fois dans chaque bassin et à la tête de la Fédération du Sous-Sol. Naturellement, il n'était pas question des grands stratèges qui avaient engagé la Fédération nationale et les Fédérations régionales. Ceux-là se lavaient les mains. L'auto-critique les laissait soigneusement tranquilles. Les exécutants étaient seuls coupables. On savait que les militants de la Loire, un premier groupe avec Servel d'abord, puis un second avec Arnaud s'étaient rebiffés. On ignorait que les militants du Gard, et Bourneton lui-même, avaient été traités eux aussi de social-démocrates et de réformistes. On ne savait pas non plus que Kirsch avait payé de sa démission son refus d'endosser des responsabilités qui ne lui revenaient pas, qui revenaient à d'autres.

Que n'a-t-il fait comme Declercq, d'Halluin, qui traité de paniquard en compagnie d'ailleurs de Porreye, Jacob, Devernay et des autres militants du Textile du Nord, a pris à son compte toutes les fautes dont on a voulu le charger. Les petits militants doivent savoir prendre à leur compte les péchés de leurs grands chefs. Ainsi, ils restent dans leurs fonc-

tions ; ils montent même en grade ; ils deviennent des vedettes nationales ou régionales de la C.G.T.U. Tant pis si à ce jeu ils se tordent l'échine et la conscience.

Tant pis, en outre, si l'arme de la grève sort par de telles pratiques sabotée, déconsidérée, déshonorée. Les communistes du Nord ont vertement reproché à Tiévers, le secrétaire du Syndicat du Tapis de Tourcoing, d'avoir dit que la C.G.T.U. voulait faire des militant des « gréviculteurs ». Tiévers avait pourtant raison. Si l'on veut garder toute sa valeur à l'arme de la grève, il ne faut pas jouer avec elle. Pas plus qu'il ne faut crier aux briseurs de grèves à tout bout de champ. Les travailleurs qu'on aura jeté une fois par stratégie dans une grève, se refuseront à marcher une autre fois alors que cette fois il le faudrait absolument. Quand des traîtres auront effectivement brisé une grève, on ne saura plus si vraiment ce n'est pas encore une expression de polémique.

Les mots n'ont plus de sens. Les affirmations contradictoires débitées sur le ton le plus tranchant ne tranchent plus rien. Hier, c'est-à-dire avant le IVe Congrès de l'I.S.R., on ne parlait que de l'unité syndicale, on la voyait faite sans peine et tout de suite ; aujourd'hui, après ce Congrès, quiconque pense encore à l'unité syndicale, croit qu'elle est nécessaire, et dit qu'il faut y préparer les esprits et qu'il faudra l'imposer aux chefs de l'une et l'autre C. G. T., celui-là est un infâme gredin, un vil contre-révolutionnaire, un allié de Jouhaux, un agent de Tardieu.

Si vous en doutez, reportez-vous aux derniers articles de Gitton et de Jean Brécot.

Le véritable travail révolutionnaire

On ne sait jamais ce que pensent exactement les dirigeants communistes, tellement ils sont habitués à couvrir une tactique momentanée d'une belle théorie toute neuve; souvent une tactique réformiste sous une théorie d'un révolutionnarisme flamboyant; souvent une opération de recul sous une théorie d'offensive à tout crin. Celui qui établira, par exemple, le catalogue des théories de circonstance fabriquées ces dernières années par Boukharine, pour le compte de l'appareil russe, afin de masquer l'abandon de positions socialistes importantes dans l'économie soviétique, rendra un grand service à tout le monde, et en particulier aux bons types qui adorent courir après les théories neuves et qui se lassent si bien à pourchasser ces ombres qu'un beau jour on ne les aperçoit plus dans le mouvement. Ils sont dans leur coin, flapis et dégoûtés de tout.

Je ne serais pas surpris que les gens qui ont donné la consigne d'exploiter contre Chambelland et contre nous la formule des quarante ans de paix sociale, formule constituant un véritable faux de la pensée de Chambelland, soient infiniment plus convaincus que nous que le capitalisme se remet pour un temps solidement sur ses pattes. Mais de même que pour certains il fallait une religion pour le peuple, il faut pour d'autres faire croire à la révolution pour demain matin. D'ordinaire, les marchands d'illusions se nourrissent personnellement de réalités plus substantielles.

Si l'Internationale Communiste était restée digne des espoirs qu'elle avait soulevés dans le monde, si elle avait tenu à remplir sérieusement son rôle, elle aurait elle-même posé devant tous les révolutionnaires, au moins après le recul de la Révolution allemande en 1923, la question de savoir si la vague révolutionnaire s'était retirée, si l'on se trouvait désormais entre deux vagues pour une période plus ou moins longue, et, dans ce cas, en quoi pouvait consister le travail révolutionnaire. Une telle discussion collective, une telle confrontation des points de vue auraient non seulement contribué à former et mûrir les nouvelles générations de militants, elles auraient sauvegardé le capital d'esprit révolutionnaire créé par la guerre et par la Révolution russe.

Au lieu de regarder la réalité universelle, de lui arracher son secret et de le proclamer à toute la classe ouvrière, l'I. C., enfermée dans la cuve de la Révolution russe, mobilisée par un groupe contre d'autres groupes, s'est mise à fabriquer des théories de circonstance, un jour contre Trotsky, le lendemain contre Zinoviev, le surlendemain contre Rykov. Nul souci de la vérité. Nulle préoccupation de servir véritablement la Révolution russe ni le prolétariat international. Dès ce moment, l'I. C. n'a pas servi; on s'est servi d'elle.

Le vieux théoricien marxiste hollandais Goerter est retourné s'enfermer dans son observatoire d'astronomie après la défaite de la révolution allemande, en disant que c'en était fait de la Révolution pour cinquante ans. Il fallait discuter cette affirmation de Goerter, le faire au grand jour. Il était possible de le faire à la fois avec passion et avec sérénité. C'était un devoir plus strict encore pour ceux qui invoquent Marx à toutes les minutes. Ils devraient pourtant se souvenir que c'est Marx lui-même qui, après la chute de la Commune de Paris, prit la décision de « suicider » la 1re Internationale. N'est-ce pas Engels qui a écrit :

« *... Vu l'impossibilité, devant la réaction générale, de remplir les hautes tâches qu'elle s'était assignées et de maintenir sa pleine activité autrement que par une série de sacrifices qui auraient saigné à blanc le mouvement ouvrier, l'Internationale se retira provisoirement de la scène, tandis que son Conseil général était transféré en Amérique.* »

La question ne se posait évidemment pas en 1921 ou en 1923 comme en 1872. Il ne s'agissait pas pour l'I. C. de se retirer provisoirement de la scène, mais d'y rester en accomplissant ce que réclamaient l'attente de la prochaine vague révolutionnaire et la préparation des militants et des masses ouvrières à cette éventualité.

Le problème capital que les communistes orthodoxes ont été incapables de poser, qu'ils ont enterré sous des discussions byzantines, nous ne craignons pas, nous qui nous réclamons moins souvent de Marx, de le poser franchement. C'est ce que Chambelland a eu le courage de faire.

Notre position syndicaliste nous permet, mieux qu'à quiconque, de constater pratiquement combien le véritable travail révolutionnaire est saboté par le seul fait de penser que « la question du pouvoir est posée », que la Révolution gronde, ou que la guerre est là.

Quand la guerre était vraiment là, quand la Révolution grondait réellement, quand on pouvait peut-être dire que la question du pouvoir était posée, nous n'avons pas vu beaucoup de ces lascars qui nous font la leçon aujourd'hui.

Mais il ne s'agit pas d'hier, il s'agit de la période présente, des luttes qu'il faudrait mener et qu'on ne mène pas, soit qu'on ait l'esprit occupé ailleurs, à de soi-disant plus grandes choses, soit qu'on n'ait vraiment pas la force de les mener.

En conclusion d'un article récent, Milan a dénoncé « l'idéalisme d'attente » qui empêche de s'occuper de la réalité journalière. Visait-il l'idéalisme révolutionnaire confondu avec l'attente du Grand Soir? C'est possible. Mais ne visait-il pas aussi cet idéa-

lisme réformiste qui promet pour demain la réalisation d'un tas de projets de loi mirifiques?

Il y a au moins deux grandes luttes qui auraient dû être menées et qui ne l'ont pas été autant dire du tout, celle en faveur des salaires et celle contre la rationalisation. Si le niveau de vie de la famille ouvrière n'a pas baissé depuis la guerre, s'il a même monté, cela tient non pas à ce que le salaire de l'ouvrier s'est élevé mais au fait que la femme est allée à l'usine, au magasin ou au bureau et qu'il entre beaucoup plus fréquemment deux salaires au lieu d'un dans le budget familial. Mais le capitalisme, tenant compte de ce fait, pèse de tout son poids sur les salaires, se refusant à leur laisser suivre la même montée que le coût de la vie. Lutter n'est pas commode en raison de la scission. D'autant moins commode que pour les uns toute lutte ne porte pas en elle son intérêt ; qu'elle n'en présente que dans la mesure où elle favorise le recrutement ou dans celle où elle permet un croc-en-jambe à l'organisation concurrente. D'autant moins commode que les autres, déjà guère hardis, hésitent à s'engager de peur d'être entraînés plus loin qu'ils ne veulent aller. Et ainsi pas de grandes luttes pour les salaires.

Pas la moindre lutte contre la rationalisation. Le capitalisme aura fini de l'appliquer, telle qu'il la conçoit, avant que les organisations aient envisagé ce qu'elles devraient faire pratiquement à l'usine. Et des deux côtés, du côté unitaire comme du côté confédéré, on aura contribué à créer une atmosphère favorable à cette grosse opération patronale. Du côté confédéré, on a laissé Spinasse chanter les mérites de la rationalisation dans les colonnes du *Peuple* ; on a eu Dubreuil ; on a eu les grands projets de Jouhaux. Mais du côté unitaire, si l'on crie fort aujourd'hui contre la rationalisation capitaliste, le temps n'est pas loin où Rabaté criait non moins fort contre nos camarades Mahouy et Pierrot, coupables de combattre la rationalisation. Au Congrès de Bordeaux, Mahouy renouvela ses critiques de la rationalisation sans trouver d'écho. Songez donc, la rationalisation est appliquée en Russie.

On nous objectera qu'au Congrès de la Grange-aux-Belles, un minoritaire « sauvage », Charroin, du Livre, s'est prononcé en faveur de la rationalisation. Charroin, comme beaucoup, confond rationalisation et introduction du machinisme. Ce sont deux choses distinctes. La rationalisation à la linotype existera quand le lino pompera autant de lettres que la machine allant à l'extrême vitesse pourra en donner, quand le lino sera un rouage humain de la linotype.

Un mouvement syndical non infecté par le double idéalisme d'attente et soucieux de faire sa besogne de tous les jours n'aurait pas été inactif tant en ce qui concerne les salaires que la rationalisation.

Un autre exemple se présente sous nos yeux. Tout dernièrement, l'un des dirigeants de la C.G.T.U. disait sans rire que les assurances sociales ne rentreraient pas en application, de grands événements s'étant produits avant la date. Quels événements ? La guerre ? La prise du pouvoir ?

Il est possible que les assurances sociales n'arrivent pas au port. Mais en ce cas ce n'est pas le grand événement escompté qui en sera la cause. Un facteur tout différent aura joué, l'offensive à laquelle nous assistons, menée par le patronat.

Ainsi nos grands révolutionnaires patentés aboutissent à saboter le travail des organisations syndicales et le véritable travail révolutionnaire.

La tâche des minorités

La besogne qui revient aux différentes minorités de la C.G.T.U., si elles veulent sauver celle-ci de la catastrophe, n'est pas légère ni facile. Elles ont mis trop de temps à naître — je ne parle pas de la minorité n° 1 — et le mal aujourd'hui est infiniment plus grand. Il leur faudrait rattraper le temps perdu et elles en perdent encore. C'est en perdre que de n'avoir pas constitué l'organisation et le bloc des minorités dès septembre au Congrès et de n'avoir pas dressé immédiatement un canon de 75 en face de l'artillerie lourde de l'*Humanité*. Si quelqu'un pouvait rechigner à ce bloc, c'était la Ligue syndicaliste; c'est elle, au contraire, qui en a fait la proposition, ne regardant que l'intérêt de la tâche à mener.

Elle seule a compris qu'elle devait accepter la participation à la Commission Exécutive de la C.G.T.U., qu'elle avait d'ailleurs toujours réclamée. Les raisons invoquées par la minorité n° 2 étaient justes en soi mais ne pouvaient suffire à légitimer sa décision. La majorité viendrait à la C. E. avec des résolutions prises déjà à la fraction communiste et devant lesquelles la minorité n'aurait qu'à s'incliner. La majorité avait fait adopter tout un programme par le Congrès; à elle de l'appliquer. Même en admettant tout cela, il n'en restait pas moins que la C.G.T.U. n'est pas qu'un champ pour la lutte des tendances, que sa vie comme organisation, son fonctionnement ainsi que ses campagnes d'agitation et ses luttes préoccupent la minorité autant que la majorité, et qu'à ce titre la minorité doit être à la C.E. Les dirigeants de la C.G.T.U. confondent facilement leurs personnes avec l'organisation ; ils ne se gênent pas pour dire qu'être contre eux c'est être contre la C.G.T.U. Le ridicule de cette prétention apparaît tout de suite dès que la minorité revendique sa part de gestion et de travail.

Chambelland a noté très exactement ce qui distinguait la minorité n° 1 des autres minorités ; c'est sa préoccupation de l'unité syndicale. C'est aussi qu'elle voit les causes profondes du malaise alors que les autres minorités ne remontent pas encore jusqu'à elles, c'est-à-dire jusqu'à Moscou, fournisseur de théories fausses et de méthodes inapplicables.

Nous savons combien il est difficile de lutter comme minorité. Un beau jour, les militants de l'Union régionale de l'Algérie se dressent contre le Parti et contre la majorité confédérale. Trois mois après, ils allaient à l'autonomie. Ils n'avaient pas su tenir le coup ; ils sautaient de la majorité hors de la maison. Comment, dans ces conditions, rendre la maison habitable ?

C'est précisément parce que les camarades de la Ligue ont montré qu'ils savaient tenir le coup, que les dirigeants confédéraux les redoutent et qu'ils s'ingénient à empêcher le bloc des minorités. Nos camarades n'ont pas de mérite spécial à cela ; cette ténacité vient de ce qu'ils sont de véritables syndicalistes révolutionnaires, comprenant que le syndicat doit accueillir les travailleurs de toutes opinions, à plus forte raison ceux de toutes tendances révolutionnaires, non pour s'y bouffer le nez mais pour y lutter en commun.

Le sort de la C.G.T.U. dépend de l'effort des minorités. Si elles savent s'organiser, travailler rondement au sein de la C.G.T.U., celle-ci se redressera, se fortifiera, pourra traiter en égale de l'unité syndicale avec la C.G.T. Sinon, ce sera effectivement la catastrophe, l'effondrement, une défaite des révolutionnaires sur le terrain syndical.

P. MONATTE.

P.-S. — Je me suis tellement étendu sur la crise de la C.G.T.U. que je suis obligé de renvoyer encore à quinze jours le chapitre sur l'autonomie syndicale, formule non pas d'hier mais de demain.

NOTRE CONCLUSION SUR L'EST-CHINOIS

Pas d'exploitation de prolétaires par des prolétaires

Sous le titre *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition*, Trotsky vient de consacrer toute une brochure à la question de l'Est-Chinois. Selon les meilleurs procédés de la polémique subalterne, Trotsky prête aux adversaires de sa thèse des opinions absurdes, ce qui lui permet de ne pas dire un mot de la question véritablement posée.

Tout ce qui dans cette brochure a trait à mes articles, se résume en ceci : le prolétariat russe a le droit d'intervenir pour aider le prolétariat des autres pays à conquérir leur émancipation.

Quel révolutionnaire pourrait contredire à cela? Nous avons dit, et nous répétons (et nous avons vraiment un peu honte d'avoir à dire et redire des choses aussi élémentaires) que c'est non seulement un droit, mais un devoir, un devoir rigoureux pour tout prolétariat d'un pays d'aider le prolétariat d'autres pays dans leur lutte contre les oppresseurs. Mais la question n'est pas là. La question est celle-ci : la possession de l'Est-Chinois est-elle un moyen d'aider le prolétariat chinois contre Tchang-Kaï-Shek, ou n'est-elle, au contraire, qu'un moyen de faire profiter l'U.R.S.S. de l'exploitation du prolétariat chinois?

Or à cette question fondamentale : comment la possession de l'Est-Chinois peut-elle, dans les circonstances présentes, aider le prolétariat chinois à faire sa révolution ? Trotsky n'apporte aucune réponse. Ou plutôt si, il en apporte une : en faisant des écoles; en faisant des écoles où l'on apprendra le léninisme aux fils des cheminots de l'Est-Chinois! Ainsi, voilà à quoi se réduit l'aide au prolétariat chinois, l'aide pour laquelle on a rompu les relations diplomatiques et pour laquelle on a lancé l'armée rouge à l'offensive; c'est pour doter ce peuple de 300 millions d'habitants d'une demi-douzaine d'écoles de Bobigny !

Mais cela même n'est pas vrai. L'U.R.S.S. réclame, en effet, de la Chine le respect des droits contenus dans le traité de 1924, et elle ne réclame que cela. Si, n'ayant pas le texte complet du traité de 1924, j'ignore si ce traité reconnaît le droit à l'U.R.S.S. de créer certaines écoles, il est en tous cas bien certain qu'il ne lui reconnaît pas le droit de créer des écoles où l'on enseignerait le léninisme et le communisme.

Allons plus loin ! Je dis que même si le traité de 1924 donnait à l'U.R.S.S. la possibilité d'enseigner ce qu'elle veut à tous les fils des cheminots de l'Est-Chinois, même si cet enseignement était remarquablement fait, si « trotskystement » qu'il fût fait, il ne saurait aboutir qu'à faire haïr le léninisme et le communisme des Chinois, parce que, quelle que soit la vérité de ce qu'on enseigne, cela est haï lorsque c'est enseigné par l'exploiteur.

Car, et nous voici à la seconde partie de la question — partie sur laquelle Trotsky est encore plus muet que sur la première — s'il est impossible de trouver quelle aide sérieuse la possession de l'Est-Chinois par l'U.R.S.S. peut apporter au prolétariat chinois, il est en revanche indubitable que cette possession donne à l'U.R.SS. le droit d'exploiter les travailleurs chinois, le droit de faire suer de la plus-value à son profit par le prolétaire chinois. Les bénéfices du chemin de fer vont en effet, d'après le traité de 1924, pour la moitié à l'U.R.S.S., en ce qui concerne les bénéfices directs, ceux qui ressortent du bilan, et en totalité à l'U.R.S.S. pour les bénéfices indirects, généralement beaucoup plus considérables, que procure toujours le fait d'être le maître de la direction et de l'administration d'un chemin de fer, comme c'est le cas pour l'U.R.S.S. et l'Est-Chinois.

Qu'on le veuille ou non, ce traité de 1924, pour lequel viennent de s'entretuer prolétaires russes et prolétaires chinois, constitue, pour l'U.R.S.S., tout comme les traités semblables conclus par les Puissances impérialistes, un droit à l'exploitation du peuple chinois, le droit de faire des bénéfices sur le dos du peuple chinois.

Mais, dira-t-on, l'U.R.S.S. c'est le prolétariat. Bien que cela semble être de moins en moins vrai chaque jour, admettons-le, admettons l'identification complète entre U.R.S.S. et prolétariat russe. Mais alors la question qui se pose, question d'ailleurs d'une importance considérable et dont la portée dépasse de beaucoup la seule question de l'Est-Chinois, c'est celle-ci : un prolétariat doit-il devenir exploiteur? Ne cesse-t-il pas d'exister comme classe révolutionnaire le jour où, à l'instar des « associés » de certaines coopératives qui emploient des « auxiliaires » salariés, il exploite d'autres prolétaires? Le jour où il devient un « marchandeur », le prolétaire ne cesse-t-il pas de ce fait d'être prolétaire?

Question extrêmement grave, d'une portée, je le répète, qui dépasse de beaucoup la question de l'Est-Chinois, et que l'attitude, dès maintenant, des ouvriers d'origine européenne dans les pays où ils travaillent côte à côte avec des ouvriers indigènes (voir les mineurs blancs du Transvaal, les ouvriers européens de l'Afrique du Nord, etc.) fait présager être une des plus graves questions que rencontrera le développement de la Révolution sociale. Le prolétariat britannique pourra-t-il exploiter le prolétariat hindou, le prolétariat français exploiter le prolétariat arabe... et le prolétariat russe le prolétariat chinois? A cette question, Trotsky, ainsi qu'une certaine motion votée en 1922 par la section du Parti communiste de Sidi-bel-Abbès que Trotsky connaît bien, car il la qualifia lui-même fort justement d' « esclavagiste », répondent : oui. Oui, un prolétariat peut exploiter un autre prolétariat... si c'est pour son bien, si c'est pour lui faire des écoles! Pour nous, aujourd'hui comme en 1922, avec le Trotsky de 1922, nous répondons au Trotsky de 1929 : non. Trotsky pose la question directement à propos de l'Angleterre et de l'Inde. Que devra faire un prolétariat britannique, maître de l'Angleterre, des concessions de l'Angleterre aux Indes? Devra-t-il les laisser à la bourgeoisie hindoue? A cette question, nous répondons résolument : si le prolétariat britannique peut faire la Révolution aux Indes aussi, s'il peut donner les usines de l'Inde aux prolétaires hindous, il serait criminel de ne point le faire, mais s'il n'a que la possibilité de garder pour lui-même ces usines, d'y exploiter le prolétariat hindou pour son propre profit, comme c'est actuellement le cas pour l'U.R.S.S. avec les Chinois de Mandchourie, alors, non! mille fois non! Que ce soient les bourgeois hindous qui exploitent les prolétaires hindous, et non pas leurs frères, les prolétaires anglais, car, autrement, serait détruit l'internationalisme prolétarien, serait brisée la solidarité mondiale de la classe ouvrière. La conséquence immédiate serait de dresser le prolétariat hindou contre le prolétariat britannique, de faire le bloc du prolétariat hindou avec sa bourgeoisie contre le prolétariat britannique.

⁂

Cette position de Trotsky, qui est celle également, semble-t-il, de presque toute l'Opposition *russe* (sauf peut-être le groupe Sapronov-Smirnov dont nous ne

savons rien, ses membres ayant été déportés dans les lieux les plus éloignés de la Sibérie) comporte un enseignement.

Nous avions fait remarquer qu'en conservant la concession de l'Est-Chinois, l'U.R.S.S. se mettrait en opposition catégorique avec la politique suivie par Lénine aux premiers temps de la Révolution, alors que celui-ci répudiait solennellement toutes les concessions possédées par la Russie à l'étranger, notamment celles de Turquie et de Perse, si bourgeois ou féodaux que fussent les Gouvernements de ces pays.

A cela Trotsky ne répond qu'indirectement, mais sa réponse n'en est pas moins parfaitement claire. En disant que le prolétariat anglais victorieux en Angleterre ne devra pas abandonner les concessions hindoues, Trotsky ne peut dire plus clairement que Lénine eut tort d'abandonner les concessions de la Russie en Turquie et en Perse.

Ainsi ce principe si clair qu'appliqua sans hésitation la Révolution russe, alors qu'elle était la Révolution : que le prolétariat ne doit être exploité par personne, mais qu'il ne doit exploiter personne, que le prolétariat doit supprimer le patron, mais qu'il ne doit pas se faire le « marchandeur » d'autres prolétaires, est abandonné par les actuels « épigones », comme dirait Trotsky, et par Trotsky lui-même.

La politique des principes est ainsi remplacée par la politique des petits profits. Or la politique des principes est la seule politique révolutionnaire, parce que seuls les principes vont, comme la Révolution, au fond des choses. Aussi l'abandon des principes marque-t-elle toujours la fin des Révolutions. Que l'Opposition russe, qui représente évidemment ce qui est resté de plus révolutionnaire en U.R.S.S., abandonne un principe aussi élémentaire, à l'application duquel elle a elle-même résolument participé à l'époque de la Révolution, rien ne montre mieux que cette Révolution est terminée.

Mais, chose remarquable, l'Opposition russe a été seule à se renier : pour la première fois l'Opposition communiste internationale n'a pas suivi l'Opposition russe. Dans sa grande majorité, avec ses représentants les plus qualifiés, avec Urbahns en Allemagne, Van Overstraeten en Belgique, le groupe de *Contre le Courant* en France, l'Opposition communiste européenne a spontanément pris position sur la question de l'Est-Chinois dans un sens diamétralement opposé à celui de Trotsky : elle s'est refusée à considérer une guerre pour le maintien d'une exploitation comme une guerre de libération.

Cette différence d'attitude confirme que si la Révolution russe a été le premier acte de la Révolution sociale mondiale, si elle en restera, sans doute, l'acte le plus grandiose et le plus décisif, elle ne saurait pour cela se soustraire aux conséquences de cette loi générale qui veut que rien dans la nature ne procède d'une façon continue, que les transformations ne s'accomplissent jamais d'une seule traite, mais qu'elles s'opèrent par une série de relais, et qu'en conséquence le flambeau de la Révolution va changer de mains ! La Révolution bolchevique russe est achevée ; la Révolution prolétarienne mondiale continue.

R. LOUZON.

Le Collier de Perles

« *...La session plénière du C. E. de l'I. C. constate que dans la période actuelle le danger le plus grand est la possibilité que les Partis communistes retardent sur le développement du mouvement révolutionnaire de masses (queuisme).*

« *La session plénière du C. E. de l'I. C. appelle toutes les sections de l'I. C. à lutter de la façon la plus énergique contre les tendances queuistes, reflétant les vestiges social-démocrates.* » Humanité (12 novembre.)

LE PIÈGE DE L'ÉCOLE UNIQUE

Après la publication de l'étude de Giauffret sur l'Ecole Unique (R. P. n° 87), *nous avons reçu une réponse de deux abonnés, les camarades Charles et Marceau Pivert, membres du Syndicat National des Instituteurs. Fidèles à la règle de libre discussion suivie par la R. P., nous publions cette réponse, accompagnée de la réplique de Giauffret.*

Réponse à Giauffret

Oui, l'étude de « l'Ecole Unique » présente un intérêt « à la fois immédiat et lointain », et tout prolétaire conscient est amené, tôt ou tard, à réfléchir aux problèmes de l'éducation. Aussi bien la *R. P.* est heureusement inspirée en provoquant des commentaires sur certains projets, et nous sommes persuadés qu'elle accueillera notre « contradiction » avec le même désir que nous de « servir la vérité ». Mais, comme l'indique le chapeau de la polémique Patri-Louzon (*R. P.*, n° 87, p. 5-261) : « *Quand on veut servir la vérité, il faut d'abord la rechercher. Comment la trouver lorsqu'on frappe d'interdit une opinion différente de celle qu'on exprime soi-même?* »

Sur ce point, tout d'abord, il y a un réel progrès de l'article de Richard à celui de Giauffret. Celui-ci parle au moins d'un système d'Ecole Unique établi, coordonné, pensé par des travailleurs de l'Enseignement. Toute la presse bourgeoise a organisé autour des travaux du Comité pour l'Ecole Unique une véritable conspiration du silence. Seules les organisations confédérées, la presse socialiste, et un groupe héroïque d'universitaires « Les Compagnons de l'Université nouvelle », ont rendu compte dans le détail, des études poursuivies depuis plus de quatre ans par le Comité pour l'Ecole Unique. Giauffret, au moins, a lu la brochure n° 1 du Comité, qui remonte à 1925. Mais il ne connaît pas, semble-t-il, le « *Projet de Statut organique* » (publié avec les documents préparatoires au Congrès de Bullier 1927), qui précise ce que le Comité entend par Ecole Unique. Versons au débat ce document (ainsi que la brochure n° 3, l'Ecole Unique et l'Enseignement technique). Et souhaitons, les uns et les autres, d'échapper au *piège de l'Ecole Unique* en démolissant mutuellement nos préjugés respectifs; et en évitant, autant que possible, de rééditer Gribouille...

⁂

Encore une précision avant d'aborder le fond du débat : certes, le nombre des groupements ayant délégué des représentants au Comité pour l'Ecole Unique pour étudier cette réforme, est imposant (plus de 30), mais nous, qui n'avons presque jamais manqué une séance de travail, nous savons bien que les seuls « fidèles » du Comité sont des hommes du métier, sincèrement désireux de corriger une iniquité sociale dont ils voient les effets dans l'exercice de leur profession. Nous savons bien que les hommes politiques bourgeois n'ont fait que passer, gênés par la précision des techniciens, l'exigence des logiciens et la vigilance des syndicalistes, qui ne se nourrissent pas d'entités métaphysiques. Abstention du Parti socialiste? Certes, mais les membres du Parti qui ont travaillé au Comité ont toujours pensé que la délégation du Parti présentait plus d'inconvénients que d'avantages, et la résolution de Nancy n'est pas sans tenir compte de certains résultats du Comité. Parti Communiste et Fédération unitaire *n'ont jamais répondu aux invitations* (quoique Barbusse, personnellement, nous ait encouragés à cette forme de travail). En résumé, les partisans sincères de l'Ecole Unique, les hommes de métier en premier lieu, se sont concertés pour un effort de clarification. Ce qu'ils ont construit mérite au moins discussion. Comme l'a dit A. Thierry : « *Du moins, s'ils se trompés, ils se sont trompés clairement.* »

Que s'est proposé le Comité?

Car enfin, pour apprécier sainement son système d'Ecole Unique, il faut savoir ce qu'il voulait établir. Un système d'éducation approprié aux besoins du prolétariat révolutionnaire triomphant? Plaisanterie! Relisez la composition du Comité, qui n'est pas un organisme de classe.

Un système d'éducation destiné à tromper la classe ouvrière au bénéfice de la bourgeoisie? Calomnie! Dès 1924-25, au moment des travaux de la fameuse commission ministérielle, c'est ce danger-là que nous craignions le plus, celui d'une *fausse réforme*, trompant l'instinct égalitaire et l'instinct de classe du prolétariat, et renforçant insidieusement la classe dirigeante. Notre Comité est né du besoin de rapprocher des organisations professionnelles pour l'étude d'une réforme qui les intéressait directement, et aussi de ce sentiment obscur d'un danger véritable, d'un « piège ». Seulement nous n'avons pas réagi comme certains de nos camarades en postulant le « tout ou rien » trop facile : « *Pas d'école unique en régime capitaliste!* » Nous avons tenté (et nous croyons avoir réussi) « *l'auto-protection technique* ». Maintenant, oui, nous pensons que le prolétariat de l'enseignement est armé suffisamment pour déjouer les pièges, et nous aurons le droit de dénoncer comme des *caricatures* « grotesques ou ridicules » de l'Ecole Unique, les quelques mesures prises par la bourgeoisie dans le sens de la « gratuité de l'Enseignement secondaire », ou autres replâtrages.

Voilà ce que s'est proposé le Comité, et voici maintenant les quelques « *barrages* » auxquels il est arrivé:

Pas d'école unique *sans prolongation de la scolarité;* sans *gratuité complète* (avec allocations aux familles), sans *sélection* (formation intellectuelle appropriée aux aptitudes), sans « équivalence » entre les formations *classique, scientifique* et *technique*, sans intégration de l'enseignement technique dans le système des institutions scolaires.

Quand, par sa pression *continue, vigoureuse* et *autonome*, la classe ouvrière aura obtenu ces quelques « conditions » de l'Ecole Unique, nous verrons si piège il y a et si le jeu vaut la chandelle.

— Utopie! dites-vous?

— Utopie, oui, si l'on imagine la réforme de l'enseignement en dehors du dynamisme social et de la lutte des classes. Mais dans le cas contraire, transposition naturelle sur le plan de l'éducation de nos pronostics et de nos espérances sur le plan de la production.

Pourquoi l'idée d'Ecole Unique est-elle si populaire? Simple effet d'une propagande aussi généreuse que vague? Non, pas seulement! L'idée d'Ecole Unique correspond incontestablement à un besoin de la classe dirigeante; les exigences techniques de la production capitaliste appellent cette sorte de transfusion du sang prolétarien, que Giauffret souligne avec raison. Sur l'analyse de cette idée, nous ne pouvons pas ne pas être d'accord, puisque seule la méthode marxiste permet une solution pénétrante de ces sortes de problèmes idéologiques. Mais comment réagissez-vous? Par la mise en garde, le scepticisme et, sur le champ de bataille, la négation des forces de l'adversaire. Nous avons plus de confiance, nous, dans la destinée historique du prolétariat. Nous ne pensons pas du tout qu'une ruse quelconque puisse « enlever à la classe prolétarienne tout espoir raisonnable de s'émanciper » (*sic*) comme le craint Giauffret. Si des membres du Comité ont, en effet, l'espoir chimérique « d'apaiser la lutte des classes », d'autres, et nous en sommes, ont toute leur énergie tendue vers la réalisation d'une société sans classes, et ce n'est pas la même chose. Ceci implique une surveillance attentive du processus de l'évolution économique et l'utilisation des armes que la bourgeoisie, nécessairement, est obligée d'abandonner à un prolétariat conscient. D'où, sans doute, les deux faces de l'Ecole Unique.Pour nos adversaires (je ne parle pas des féodaux bornés ou des cléricaux fanatiques, violemment hostiles, mais des capitalistes éclairés qui souhaitent une réforme de l'enseignement style Herriot), il s'agit, plus ou moins consciemment, de renforcer les cadres dirigeants par des enfants de prolétaires. Pour nous, utilisant l'idéologie égalitaire et les exigences de l'économie capitaliste elle-même, nous voulons l'expropriation des expropriateurs... dans l'éducation comme ailleurs. Mais peut-être qu'ici, une divergence doctrinale sérieuse se révèle entre nous... Certes, le « contenu » même de l'éducation n'est pas en cause, et nous pourrons examiner un autre jour ce qu'un régime socialiste apporterait de neuf et de vivifiant à un enseignement sans sève ni foi, parce que déterminé trop étroitement par les besoins de la classe dirigeante.

Mais dans la forme même du système, dans la différenciation des méthodes et des degrés que nous justifions par des considérations psychologiques (aptitudes et courbe du développement mental) et sociologiques (division du travail, hiérarchisation technique), sommes-nous bien d'accord? Il nous semble distinguer dans l'article de Giauffret le paradoxe de Proudhon. « *Si l'école des Mines est autre chose que le travail des mines, ...l'école n'aura pas pour objet de faire des mineurs mais des chefs de mineurs...* »

Il faudrait s'entendre une bonne fois et dire si les « chefs de mineurs », c'est-à-dire, entendons-nous, les ingénieurs des mines sont utiles, nécessaires à la production, indispensables à la société collectiviste... Voir à ce sujet le zig-zag de Lénine, mis à l'école des réalités. Si donc le technicien est un rouage nécessaire de la machine à produire, *pourquoi voulez-vous réserver cette fonction aux bourgeois*, pourquoi interdire au prolétariat d'utiliser SES ressources, SON capital de capacités et de talents. Vous ne pensez pas, j'imagine, former des cadres en improvisant la formation intellectuelle et technique qu'exige, par exemple, la profession d'ingénieur des mines? Nos syndicats, hélas! n'en sont pas encore là. Utopie, toute affirmation contraire! Alors il faut choisir : ou bien abandonner résolument à la bourgeoisie des prérogatives d'éducation qui sont déjà, à l'heure actuelle, un des obstacles les plus formidables à notre révolution; ou bien élargir « nos libertés », exiger plus d'égalité pour les enfants, assaillir perpétuellement, sur tous les plans, les avenues du pouvoir économique, et pour cela, œuvrer en faveur d'une Ecole Unique qui soit vraiment l'ascension du prolétariat vers la Science, vers la connaissance et la supériorité technique.

Oui, l'expérience de la vie est la meilleure des éducations! Oui, la pratique de la lutte sociale est la plus efficace des formations de la personnalité ! Mais ne sentez-vous pas qu'il y a une science de l'éducation qui résume pour la formation de l'esprit toutes les expériences de l'humanité ? Pourquoi vous résigner à réserver cette discipline aux adolescents riches ? Est-ce que Lénine, Marx, Jaurès, pour ne citer que ceux-là, n'ont pas été des *étudiants*, élevés non pas à l'école syndicale mais bourgeoise, mais, bourgeois eux-mêmes à l'université bourgeoise. Il n'y a donc pas tout à perdre à faire passer les petits prolétaires qui ont les aptitudes nécessaires par les établissements du second degré et du troisième degré de l'Ecole Unique (V. le Projet de Statut organique pour la définition des degrés.)

Il y a toujours une confusion redoutable à dissiper lorsqu'on parle d'éducation. Distinguons donc la formation de l'OUTIL intellectuel (et du caractère) de la *matière*, des notions, des connaissances. Celles-ci pourront être *revisées* par l'influence sociale d'un prolétariat combatif. Celui-là est, au fond, l'essentiel, et c'est la constitution de cet outil, la mise en service rapide et l'utilisation à plein rendement de cet outil que doit viser l'éducation, l'Ecole Unique...

Reste à orienter l'adolescent et le jeune homme vers l'idéal social qui répond à ses besoins de production... C'est notre rôle, dans nos organisations. C'est par *l'éducation de classe* que nous devons ajouter à leur formation générale et technique; c'est par la propagande, la mise en valeur des leçons de choses quotidiennes de la vie sociale, par la réflexion et l'action entremêlées, que les travailleurs, quelles que soient leur place et leur fonction, trouveront à leur activité un sens général, un peu comme sous l'influence magnétique les milliers de particules de limaille s'orientent dans le champ d'un aimant.

⁂

Un dernier mot : Les projets du Comité pour l'Ecole Unique sont, quoiqu'on en ait, un excellent critérium pour dépister ceux qui, au fond, souhaitent la conservation ou même le renforcement des inégalités sociales actuelles. Mais ils ne peuvent être qu'un minimum, une plate-forme de convergence, ils ne peuvent pas avoir la prétention, et ils ne l'ont pas, d'exprimer tous les be-

soins ni toutes les aspirations de la classe ouvrière. Celle-ci, dans son mouvement syndical, mettant à profit les diverses variétés d'expériences qui lui sont propres, formulera des exigences plus précises, plus pénétrantes, en ce qui concerne et la gestion tripartite du service public de l'éducation et les méthodes pédagogiques nouvelles. Elle est même capable de faire vivre, en les greffant sur l'Ecole élémentaire, ses propres institutions, ce qui n'a rien de contradictoire avec l'Ecole Unique. Nos camarades socialistes de Vienne, Glöckel en tête, ont, à ce sujet, réalisé de magnifiques démonstrations. La Fédération Générale de l'Enseignement et le S.P.I. viennent de fixer un certain nombre de résolutions. *Ce que nous pouvons affirmer, c'est que les travaux du Comité pour l'Ecole Unique vont dans le même sens que ces divers résultats strictement prolétariens.* Nous demandons, en conséquence, que l'effort courageux d'un petit nombre d'hommes de bonne volonté, connaissant la maison universitaire et ayant déjà une expérience précieuse du métier d'enseignant, à *tous les degrés*, ne sombre pas sous l'indifférence des uns, l'hostilité féroce des privilégiés, ou l'incompréhension et la prévention de quelques militants. Cet effort, *placé dans son cadre* (notre capitalisme renforcé devant une classe ouvrière déchirée), situé dans la période de rationalisation que nous traversons, doit être apprécié avec plus de justice que ne l'a fait Giauffret. Sur un autre thème, pour une besogne dégradante que vous condamnez avec nous, on voit, hélas, des militants fanatiques, torturer les faits pour les faire « coller » avec leur dogme provisoire : « Exiger la réduction des armements est une préparation directe de la guerre imminente contre l'U.R.S.S. » Nous pensons qu'au moins à la *R. P.* on ne trouvera pas trace de cette logique déconcertante ? « Exiger l'égalité des enfants devant l'instruction est une préparation directe au renforcement des privilèges bourgeois. » Et qu'on nous accordera le bénéfice d'un effort sincère pour trouver la vérité.

En attendant que la classe ouvrière elle-même UNIFIÉE, *organisée, puissante,* arrache aux privilégiés une véritable Ecole Unique, ou, ce qui est encore plus vraisemblable, prenne le pouvoir et crée, en même temps, ses institutions scolaires propres.

Charles et Marceau PIVERT,
Membres du S. N. des Instituteurs, et du Comité pour l'Ecole Unique.

Quelques mots de réplique

*Sans être chatouilleux — car j'aurais, sans un hasard, ignoré les brochures du Comité — précisons aux camarades Pivert que j'ai eu entre les mains les trois brochures ; que la première (janvier 1925) est assez semblable au projet de Statut organique (juin 1927), et que la troisième « l'Ecole Unique et l'Enseignement technique ». (juin 1929) m'a paru surtout être intéressante pour mon étude sur l'*Ecole Syndicale, *étude qui est en panne faute de renseignements sur les* Labour Colleges *et le* Ruskin College *anglais.*

Il ne m'est jamais venu à l'esprit l'idée enfantine que trente groupements démocratiques s'étaient réunis pour comploter un système d'éducation destiné à tromper la classe ouvrière au bénéfice de la bourgeoisie. *Je ne suspecte même point la bonne foi de ce cher Monsieur Herriot. Mais les pires pièges sont ceux que notre candeur nous construit.*

Les camarades Pivert nous donnent les barrages *auxquels ils sont arrivés. Je me réjouis d'y voir revenue la* gratuité complète avec allocations aux familles, *parce qu'elle permettra aux camarades Pivert de déceler pas mal de faux amis.*

Mais je m'attriste de ne point y voir figurer le refus de l'Humanisme bourgeois. Là est le point essentiel, puisque nous tendons, les uns et les autres, vers une Société sans classes, et que l'Ecole Unique bourgeoise peut bien changer le sort de quelques prolétaires, mais elle laissera face à face une bourgeoisie — renforcée — et un prolétariat — affaibli.

Cette évidence est perçue par d'autres que les humbles militants que nous sommes dont on pourrait dire qu'ils feignent de dédaigner une culture qui leur a été refusée.

Mon article m'a valu d'une camarade suisse, une conférence sur « l'Illusion de la culture intellectuelle bourgeoise » (1), *par Léonard Nelson, professeur de philosophie à l'Université de Göttingue. Il écrit : « Au fond, ce n'est nullement une culture, mais une vanité. » « Elle laisse non seulement les facultés intellectuelles sans discipline, mais elle est dangereuse pour la moralité des individus; elle brise la sincérité et le courage. » « (Elle) crée des hommes... dont l'âme est stupide lorsqu'elle n'est pas grossière. »*

Dans Europe *du* 15 *novembre* 1929, *sous le titre* « Mort de la morale bourgeoise », *je lis, sous la plume d'Emmanuel Berl, une critique si acérée de* leur *culture, que je voudrais qu'elle fût entre les mains de tous les prolétaires qui s'humilient bêtement devant les reliquaires vides.*

A propos de Guéhenno (voir Caliban Parle, *R. P. du* 15 *avril* 29) *dont il note le langage renanien, il écrit : « Car Guéhenno peut parler du peuple, mais il cesse de pouvoir parler au peuple et d'être entendu par lui. Séparé. Comme moi. Comme nous tous. Et quoi que nous disions. Et quoi que nous puissions faire. Liés pour jamais aux idoles devant lesquelles nous avons un moment abdiqué.*

« Entre la culture héritage, signe d'un héritage, et le prolétariat, masse des non-héritiers, il n'y a aucune réconciliation possible. Parce que la culture est un système dressé contre le prolétariat et restera telle nécessairement. Nous pouvons la briser. Nous pouvons la renoncer. Nous ne pouvons pas la transformer. Nous ne pouvons pas faire qu'elle ne soit pas une longue suite de valeurs aristocratiques maintenues par une aristocratie et grâce à ses privilèges. Elle n'est que cela. Un mode de sensibilité, une forme de la mémoire, nullement un humanisme. Une certaine déformation du goût et du langage... »

Cette culture bourgeoise, les camarades Pivert n'essaient point de la défendre (2); *ils se contentent de la revendiquer comme un outil pour le prolétariat. Exemple de l'ingénieur. Ils n'oublient qu'une chose, c'est que — bourgeoisement parlant — l'ingénieur ne possède pas la culture; c'est qu'un technicien n'est — aux yeux du bourgeois — qu'une espèce de primaire supérieur : il ne sait pas de latin; c'est qu'un Eiffel, par exemple, eut à subir les cuistreries d'un tas de prétendus gens de goût. De plus, il reste toujours à régler si cet outil mis entre les mains des prolétaires, servira au prolétariat. Les Pivert se doutent bien que non, puisqu'ils pensent que nous devons ajouter l'*éducation de classe *à la formation générale et technique.*

C'est reconnaître l'insuffisance de l'Ecole Unique bourgeoise; c'est reconnaître l'importance primordiale *de l'Ecole Syndicale.*

Nous ne demandons rien de plus aux camarades Pivert, si ce n'est de proclamer hautement dans leur Comité la nocivité de l'Humanisme bourgeois et la nécessité de le corriger par l'enseignement même de la classe ouvrière. La tête de leurs co-équipiers, ce jour-là, les fixera sur la date de la naissance de la vraie Ecole Unique humaine : le lendemain du triomphe de la Révolution.

B. GIAUFFRET.

---

(1) Chez Crémieu, 11, rue de Cluny, Paris (Ve).

(2) Ils me jettent pourtant malicieusement trois noms très lourds dans les jambes : Jaurès, Marx, Lénine, élèves de l'Université bourgeoise. C'est un peu comme si les noms de Voltaire et Renan pouvaient inciter à quelque indulgence pour l'enseignement religieux. De plus, il faut noter que ces trois guides du prolétariat étant nés bourgeois, n'avaient pas à se justifier auprès de la bourgeoisie par leur servilité. Et encore, il faudrait savoir combien tout ce qu'il y a de « raté » chez eux : la souplesse inquiétante d'un Jaurès, la savantasserie d'un Marx ou la ruse d'un Lénine, peut porter la marque de l'Université...

NOTES ÉCONOMIQUES

Rothschild banquier du Sionisme et banquier des Pogroms

On sait quel est le but prétendu du sionisme : assurer, en Palestine, aux Juifs des pays à fort mouvement antisémite un abri contre les pogroms. On sait aussi que le grand maître de l'affaire, son grand financier, est Rothschild, le Rothschild de Londres.

On sait aussi que le seul pays qui reste en Europe où la vie du Juif soit encore en danger, c'est la Hongrie; le pouvoir d'Horthy s'est installé sur des hécatombes de Juifs. Pendant toutes les premières années qui ont suivi la chute des Soviets hongrois, la chasse aux Juifs était ouverte; quiconque voulait tuer un Juif ou une Juive le pouvait impunément.

Mais ce qu'on sait moins, c'est que le banquier de Horthy, le seul banquier, ou presque le seul qui ose prêter de l'argent à l'Etat hongrois, chaque fois, et c'est souvent, que celui-ci est embarrassé, c'est Rothschild, le Rothschild de Londres, le Rothschild du sionisme; son dernier prêt n'est pas vieux, il date de août dernier : deux millions de livres sterling, soit deux cent cinquante millions de francs.

Rothschild est un bon Juif, il est plein de pitié pour ses pauvres coreligionnaires, il veut leur créer un foyer où ils pourront cultiver en paix l'oranger, mais, à 7,50 % (c'est le taux de son dernier prêt), il n'hésite pas à subventionner leurs massacreurs.

Hilferding contre l'impôt sur le revenu et pour l'impôt sur la bière

On se demande jusqu'où descendra la social-démocratie allemande.

Nous pensons pour notre compte (1), que l'adoption de tel ou tel système d'impôts n'a pas une grande importance, au moins dans ses effets directs, pour la classe ouvrière. Cela n'intéresse guère que la bourgeoisie, dont c'est telle ou telle catégorie qui voit sa charge augmenter ou diminuer selon que c'est telle ou telle catégorie d'impôts qui est augmentée ou diminuée.

Mais la social-démocratie n'est pas du tout de cet avis. Elle a, de tout temps, attaché une importance considérable au système fiscal. En cette matière elle a une doctrine très ferme, c'est même la seule matière où elle en a une : elle est *pour* les impôts *directs*, pour des impôts directs progressifs à taux croissant très rapidement avec la fortune, et elle est *contre* les impôts *indirects*, surtout contre les impôts indirects qui frappent les objets de consommation. Je me rappelle encore Bebel, à la tribune du Congrès d'Amsterdam, invoquant pour défendre la monarchie prussienne contre la république française le fait que le système français d'impôts était le plus préjudiciable qui soit à la classe ouvrière, parce que de tous les pays d'Europe, c'était la France où les impôts indirects étaient les plus importants, ce qui est parfaitement vrai.

Or aujourd'hui la social-démocratie allemande est au pouvoir; son grand homme, son « théoricien », est ministre des Finances du Reich. Que fait celui-ci? Quelle est la première réforme budgétaire qu'il propose? Eh bien! *il réduit les impôts directs*, — et notamment ceux des impôts directs qui frappent les plus grosses fortunes — et *il augmente les impôts indirects*, — notamment ceux de ces impôts qui frappent les objets de plus large consommation.

(1) Voir la *R. P.* de janvier 1926.

Le projet de budget pour 1930 qu'Hilferding va présenter au Reichstag a en effet comme caractéristique la « réforme » suivante : 1° le taux de l'impôt sur le revenu pour les revenus de plus de 80.000 marks (500.000 francs) par an, qui était jusqu'à présent de 40 %, taux fixé par les gouvernements bourgeois précédents, est réduit par le ministre social-démocrate des Finances, Hilferding, à 33 %; 2° pour boucher le trou que va creuser dans le budget cette réduction de l'impôt sur les ultra-richards, Hilferding augmente l'impôt sur la bière. La bière, boisson fondamentale du travailleur allemand, la seule qu'il peut se permettre en dehors de l'eau, va voir l'impôt qui la frappe, et par suite son prix, élevé par le ministre social-démocrate des Finances Hilferding, au-dessus du niveau où les ministres bourgeois précédents l'avaient maintenu.

Après la livraison du monopole des allumettes à la Swenska, après cette refonte éminemment « démocratique » du système des impôts, que le parti du ministre Hilferding puisse encore conserver le moindre crédit auprès des travailleurs allemands, c'est pour moi une énigme absolument incompréhensible.

La botte de Briand pire que la botte de Tardieu

Les politiciens de gauche, dont le crétinisme dépasse toutes les bornes permises, même à des parlementaires, se plaisent à opposer Briand à Tardieu. Ils reconnaissent que Tardieu fait une politique intérieure de droite, mais en revanche Briand est leur homme : lui fait une politique extérieure de gauche. En contradiction avec cette soi-disant opposition, Tardieu et Briand font, en fait, très bon ménage, et la majorité n'est nullement gênée pour soutenir à la fois la politique intérieure de l'un et la politique extérieure de l'autre. Et elle a raison. Tardieu et Briand font en effet, tous deux, chacun dans leur domaine, la même politique, une même politique de domination. Et des deux, de la politique fasciste de Tardieu à l'intérieur, et de la politique « locarnienne » de Briand à l'extérieur, c'est encore la seconde qui renforce le mieux la puissance et la capacité de domination du capitalisme français.

A part quelques fous qui voient encore dans la « patrie » autre chose que l'intérêt de la classe dirigeante, il n'y a plus personne, chez les bourgeois français, même ceux qui ont l'air de la combattre (1), qui ne soit partisan de l'entente franco-allemande. Car la preuve est maintenant faite : le fer lorrain n'est pas plus capable de s'emparer du charbon de la Ruhr que le charbon de la Ruhr n'a été capable de s'emparer du fer lorrain. Dès lors, il faut s'entendre, parce que, conjugués l'un avec l'autre, le fer de Lor-

(1) C'est le cas, par exemple, de M. de Wendel. En tant que député, celui-ci vote régulièrement avec Marin contre la politique de Briand, mais, en tant que maître de forges, il est l'un des piliers fondamentaux du cartel franco-allemand de l'acier. Tant qu'il ne fera pas sauter cette entente économique franco-allemande — et la situation qu'il occupe dans la métallurgie française est telle qu'il n'aurait pour cela qu'un mot à dire — ses votes contre l'entente politique franco-allemande ne sauraient être pris au sérieux. Il en est de même d'ailleurs pour l'autre côté du Rhin; la plupart des métallurgistes de la Ruhr appartiennent au parti nationaliste qui fait campagne, à grand tapage, contre le plan Young, mais cela ne les empêche pas d'avoir fondé et de maintenir leur cartel de l'acier avec les Français. En réalité, chacun ne prend cette attitude politique que pour renforcer, par la crainte qu'elle peut inspirer à l'autre, sa propre situation dans le cartel. Ils ne se battent, selon un mot très juste de Jaurès, que « pour rendre plus fructueuse leur réconciliation ».

raine et le charbon de la Ruhr assurent la maîtrise de l'Europe. Répétons-le encore. Dans l'état actuel de la technique, le maître de l'industrie, et par suite le maître de la société toute entière, c'est le métallurgiste, c'est le haut-fourneau, — et dans l'état actuel de la technique et des gisements miniers connus, rien, en Europe, ne peut servir de bases aussi puissantes à la métallurgie que le bassin de minerai de fer de la Lorraine, et le bassin houiller de la Ruhr. La réalisation de l'entente franco-allemande, ce qui veut dire : de l'union entre les métallurgistes français de la Lorraine et les métallurgistes allemands de la Ruhr, assure donc au capitalisme réuni de ces deux pays, la maîtrise de l'Europe.

En poursuivant la réalisation de l'entente franco-allemande, Briand ne fait pas autre chose que la politique impérialiste la plus caractérisée, la politique qui assure au bloc métallurgique franco-allemand la domination sur l'Europe. Politique impérialiste, et donc anti-pacifiste, car toute domination amène forcément la réaction des dominés, et celle-ci se traduit, un jour ou l'autre, par la guerre contre le dominateur.

Chez Tardieu, bourgeois imbécile sorti du *Temps*, l'ambition ne va pas plus loin que de faire sentir sa botte aux « communistes », en les foutant en prison; chez Briand, dont le long séjour dans les rangs de la classe ouvrière a affiné l'esprit, l'ambition est plus haute : il s'agit de ployer l'Europe sous la botte du capital franco-allemand fraternellement uni.

R. LOUZON.

Les cultures florales

Les lecteurs de la *R. P.* n'ont peut-être pas oublié l'étude consacrée aux cultures florales sur la Côte d'Azur, publiée en mai et juin 1926, c'est-à-dire au moment le plus critique de la crise des changes.

Sans avoir le loisir de me livrer à une enquête approfondie sur la situation actuelle, il m'est du moins possible de caractériser les répercussions de la stabilisation dans ce domaine.

La fleur de jasmin que nous signalions en 1926 comme la culture d'enrichissement, et qui était payée 32 à 35 francs le kilo, a vu ses cours décroître d'année en année, pour être payée cette année 14 francs! Evidemment cette baisse des prix s'explique par une activité moindre de l'exportation des parfums (comme de toute notre exportation de luxe), et aussi par la surproduction provoquée par les hauts prix. La crise est suffisamment aiguë pour que les parfumeurs refusent, depuis le 10 octobre, d'acheter la fleur de jasmin aux propriétaires, bien qu'ils continuent à faire cueillir les vastes plantations dont ils sont propriétaires; si bien que les cultivateurs voient leurs jasmins fleurir sans profit.

La baisse des prix et la mévente atteignent surtout les propriétaires tard venus à cette culture; ils ont fait planter dans des terres difficiles avec une main-d'œuvre chère, et ils n'ont pas connu les bonnes années!

Il faut voir dans cette crise agricole quelque chose de semblable à ce qui se passe dans le monde des vignerons. A mesure que l'agriculture en spécialisant ses productions, s'industrialise, elle se voit soumise aux crises périodiques du monde industriel.

La baisse des prix a eu pour résultat une certaine baisse du salaire des cueilleuses chez les propriétaires; gain normal cette année : 5 fr. par kilo cueilli. Seuls, les grands parfumeurs propriétaires ont maintenu le prix de 6 fr. par kilo. Ainsi, il s'avère que la petite culture, comme la petite industrie, est obligée de rattraper l'archaïsme de ses moyens de production par une exploitation aggravée.

Ajoutons, pour terminer ce rapide coup d'œil, que cette crise économique coïncide avec les grandes gelées de l'hiver dernier qui ont compromis pour des années les plantations d'orangers et de mimosas.

On voit que nous n'avions pas tout à fait tort en 1926, de dénoncer la précarité d'une prospérité insolente. — B. GIAUFFRET.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La démission de Schumacher

Au lendemain de l'assemblée générale du Syndicat unitaire du Livre-Papier parisien, qui s'est réunie le 24 novembre, le camarade L. Schumacher a donné sa démission de secrétaire général de la Fédération Unitaire du Livre-Papier.

Voici sa lettre de démission, qu'il nous a communiquée en même temps qu'il la transmettait à l'*Humanité*, à la *Vie Ouvrière* et au *Cri du Peuple* :

Paris, le 27 novembre 1929.

Camarade TESSIER,
Secrétaire-adjoint
de la Fédération Unitaire du Livre-Papier.

Camarade,

A la suite de l'assemblée générale du Syndicat du Livre-Papier Parisien, qui s'est tenue le dimanche 24 novembre, et qui s'est prononcée par 817 voix contre 394 pour la liste du Comité Central favorable à la direction du Parti communiste, j'ai pris la décision de démissionner du poste de Secrétaire général de la Fédération Unitaire du Livre-Papier.

Jusqu'ici, malgré qu'à différentes reprises j'eusse été battu à la C. E. fédérale sur cette question d'orientation, je n'avais pas cru devoir démissionner, estimant être resté en accord avec le programme sur lequel nous avions été élus en commun par le Congrès fédéral de Marseille de 1928, programme qui proclamait l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis de tous les partis politiques.

J'étais d'avis, et je partage toujours cette opinion, que la majorité de la C. E. fédérale n'étant plus en accord avec ce programme, c'était elle qui, logiquement, aurait dû se démettre. Aujourd'hui, en ce qui me concerne particulièrement, la situation n'est plus la même.

Malgré que, sur plus de 5.000 membres que groupe Paris-Livre-Papier, 817 seulement se soient prononcés en faveur de la direction d'un parti politique; malgré que 4.000 camarades n'aient pas pris part au vote, je m'incline devant une décision prise dans une assemblée générale par mes camarades de travail; au surplus, ayant jadis dirigé le syndicat de Paris-Imprimeurs, fort de 2.000 membres, duquel j'avais toute la confiance; ayant, par la suite, toujours été d'accord avec la majorité de Paris-Livre-Papier auquel j'appartiens en tant que syndiqué; en outre, ce syndicat groupant plus de la moitié de l'effectif de notre Fédération Unitaire, j'estime, devant cette manifestation, qu'il est syndical et qu'il est aussi de ma dignité de me retirer.

J'ai toujours professé que pour diriger une organisation, il fallait, avant tout, être en accord avec la sienne propre, celle où l'on vous connaît le mieux.

Reprenant ma liberté, j'ai cependant la ferme intention de continuer, à l'intérieur de notre Fédération et de notre C. G. T. U., le bon combat pour l'indépendance, pour l'union et pour le renforcement du mouvement syndical.

Ayant, depuis le Congrès de Marseille, pris une part active à la direction de notre Fédération, ayant eu une responsabilité de premier plan dans notre gestion commune exposée dans le rapport moral que nous présentons au prochain Comité National fédéral; étant, de plus, l'auteur du rapport d'orientation

présenté par la minorité à ce même Comité National, il est évident que j'assisterai à ses séances pour y défendre les dits rapports.

En te priant de bien vouloir informer la C. E. de cette décision, reçois, camarade, mon salut syndicaliste.

L. SCHUMACHER.

Nous nous bornerons à quelques commentaires.

La démission de Schumacher est une leçon de moralité pour certains de nos fonctionnaires syndicaux. Monmousseau a été battu et rebattu dans son syndicat corporatif, le Syndicat des Cheminots de Paris-Etat-Rive-Droite. Il reste secrétaire de la C.G.T.U. Racamond a été battu et rebattu dans son syndicat corporatif, le Syndicat des Boulangers parisiens. Il reste secrétaire de la C. G. T. U. Battu par 817 voix contre 394, *sur plus de* 5.000 *adhérents*, lors de l'assemblée générale de son syndicat d'industrie, Schumacher quitte le secrétariat de la Fédération Unitaire du Livre. Comme on dit à la Cour d'Assises, les syndiqués apprécieront.

Rapprochons la situation du Livre-Papier de celle du Syndicat du Gaz. Au Gaz, au cours d'élections parfaitement statutaires, plus de 1.400 syndiqués se sont prononcés pour les candidats minoritaires à la Commission Exécutive et au bureau. Non seulement les communistes se sont piteusement dérobés en refusant de participer à ces élections. Les voilà qui contestent la validité desdites élections sous le prétexte que les candidats minoritaires n'ont obtenu que 1.400 voix sur 5.000 adhérents. Or les communistes du Livre-Papier, les frères des communistes du Gaz, se félicitent de la grande victoire qu'ils ont obtenue par 817 voix contre 394 sur 5.000 adhérents. Décidément, la logique elle-même n'est pas dans la ligne.

La défaite de la liste minoritaire au Livre-Papier vient surtout de ce que nos camarades n'ont pas su organiser leur effort et obtenir des syndiqués adversaires de la direction par le Parti qu'ils viennent à l'assemblée. Chez les lithographes, on s'est contenté de la victoire sur le terrain corporatif, et on a négligé l'assemblée du syndicat d'industrie. Tandis que les fractions communistes battaient le rappel et amenaient à la Grange-aux-Belles le ban et l'arrière-ban. Espérons qu'il ne faudra pas trop de leçons de ce genre pour faire sentir aux minoritaires la nécessité d'une organisation plus solide.

Il est un passage de la lettre de Schumacher qu'il importe de souligner : ... *J'ai cependant*, écrit-il, *la ferme intention de continuer, à l'intérieur de notre Fédération et de notre C. G. T. U., le bon combat pour l'indépendance, pour l'union et pour le renforcement du mouvement syndical.* » Sa démission n'est pas une désertion. D'autre part, elle ne saurait être le signal d'une désagrégation de la Fédération. C'est à l'intérieur de leur Fédération d'industrie que Schumacher et ses camarades continueront le bon combat. C'est à l'intérieur de la C. G. T. U. que les minoritaires persévéreront dans la lutte pour la renaissance du syndicalisme. Ils feront front contre toutes les manœuvres qui tendent à les chasser de leur organisation de classe.

M. CHAMBELLAND.

Nouvel essor révolutionnaire

« Le Parti perd pied dans la plupart des grands centres industriels. En province, ses forces s'effritent partout. Ici nos cellules se vident. »

Affiche des six conseillers communistes de Paris.

Voilà les scissionnistes qui crient à la scission !

Au cours de la réunion du 29 novembre de la Commission Exécutive de la C.G.T,U., la majorité a adopté une résolution intitulée « Contre la scission » où l'on prétend attirer l'attention de tous les syndiqués unitaires et de tous les travailleurs sur « le travail de désagrégation effectué à l'intérieur de la C.G.T.U. par des éléments minoritaires dont le but est la scission ». La majorité confédérale a découvert un courant scissionniste dans la C.G.T.U.; elle entend le combattre avec énergie.

Alors que nous mettons en pages le présent numéro, il n'est pas matériellement possible d'exposer la situation dans tous ses détails, et notamment de faire le récit de tous les conflits syndicaux et locaux qui ont surgi depuis le Congrès de Paris. Mais il est néanmoins facile de montrer, par quelques faits précis, qu'il y a, en réalité, une volonté scissionniste des dirigeants de la C.G.T.U.

Contrairement aux affirmations intéressées des majoritaires de la C.G.T.U. — et nous savons par expérience que le souci prédominant des responsables des scissions ouvrières, c'est de masquer à l'avance leurs responsabilités —, c'est la direction de la C.G.T.U. qui pousse, partout et par tous les moyens, à l'expulsion des minoritaires de la C.G.T.U.

Après le Congrès de Paris, la direction confédérale a proclamé sa volonté de mener sans arrêt une lutte impitoyable contre la minorité; ses militants se sont mis à la besogne et, comme premier objectif, ils ont choisi celui-ci : *chasser les militants minoritaires de toutes les positions conquises à la veille du Congrès confédéral.* Deuxième objectif pour le cas où l'on n'atteindrait pas le premier: *expulser de la C.G.T.U. les organisations qui, s'étant déterminées librement, entendent rester minoritaires.*

De nombreux conflits ont surgi, tous provoqués par la volonté des dirigeants confédéraux de régner sans partage, fût-ce sur des ruines : conflit de l'alimentation, conflit de Tourcoing (Textile, Union locale et Bâtiment), conflit du Gaz de Paris, conflit des T.C.R.P., etc.

Il est hors de doute que les dirigeants confédéraux veulent la scission :

1° Lors d'une séance, tenue en octobre, de la C. E. confédérale, Simonin, secrétaire dégommé de la Fédération de l'Alimentation, a déclaré qu'il espérait pouvoir bientôt « souhaiter bon voyage aux minoritaires ».

2° Dans le Nord, la majorité de la C. E. de l'Union régionale unitaire a décidé de reconnaître comme seule valable la prétendue Commission Exécutive du Syndicat du Textile de Tourcoing, composée par les communistes au mépris des statuts, alors qu'ils ont refusé de soumettre à l'assemblée générale la liste des candidats statutairement élus dans les catégories.

3° A l'Union locale de Rouen, les représentants des syndicats majoritaires, encore une fois battus, quittent l'assemblée des délégués des syndicats et forment un Comité des Syndicats majoritaires.

4° La Fédération unitaire du Bâtiment adresse à tous ses syndicats de la région du Nord une circulaire leur prescrivant de ne plus passer leurs commandes de timbres à Hostyn, minoritaire, secrétaire du Syndicat de Tourcoing, et délégué régional.

C'est la volonté exprimée avant le Congrès confédéral au Comité de l'Internationale de l'Enseignement réuni à Bruxelles, de chasser de la C.G.T.U.

les syndicats minoritaires de l'Enseignement, qui entre en application dans le cadre confédéral.

Il faut, sans perdre une minute, dénoncer à l'aide de tels faits la volonté de scission de la direction confédérale. Il faut montrer le chantage à la scission pour faire avaler l'augmentation de la cotisation confédérale qui sera discutée au C. C. N. des 14 et 15 décembre. Il faut que tous les minoritaires conservent leur sang-froid et se concertent rapidement pour barrer la route à la scission que préparent les dirigeants de la C.G.T.U., *sur l'ordre formel de Moscou.*

La « résolution Dumoulin » que vient de voter la majorité de la C. E. confédérale constitue la première affirmation scissionniste des démolisseurs placés à la tête de la C.G.T.U. par le Parti communiste.

Malgré les scissionnistes, les minoritaires resteront obstinément dans la C.G.T.U. pour y accomplir leur part du travail syndical et pour y défendre l'indépendance du syndicalisme.

M. CH.

Deux succès minoritaires dans l'Enseignement

ALPES-MARITIMES

Réuni en assemblée générale le 7 novembre, le syndicat de l'Enseignement des Alpes-Maritimes a voté à la majorité la résolution suivante présentée par notre ami Giauffret:

L'assemblée générale affirme sa volonté de maintenir et développer le Syndicat de l'Enseignement laïque des Alpes-Maritimes;

Convaincue de la nécessité de l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis de tous les partis politiques et sectes philosophiques, — ce qui n'exclut pas des accords circonstanciels conclus sur le pied d'égalité — elle dénonce énergiquement la volonté de la direction et de la majorité confédérales d'instaurer et proclamer la tutelle du parti communiste sur la C. G. T. Unitaire;

Elle confirme pourtant son attachement à la C. G. T. Unitaire dont elle attend le retour à la tradition du syndicalisme indépendant;

Elle salue comme indices de ce retour le redressement de l'éprouvée Fédération de l'Enseignement et le développement d'importantes minorités syndicalistes dans le sein de la C. G. T. Unitaire.

SAONE-ET-LOIRE

De son côté, à la même date, le Syndicat de l'Enseignement de Saône-et-Loire a repoussé, par 23 voix contre 9, le dernier paragraphe de la résolution votée au Congrès confédéral sur le rapport d'activité de la C. G. T. U. et proclamant le rôle dirigeant du Parti.

Ce syndicat, classé majoritaire au Congrès confédéral, est donc maintenant dans la minorité.

Nous souhaitons de tout cœur que beaucoup d'autres syndicats suivent son exemple.

Juste... mais tardif

« Derrière le triple écran de la Révolution russe, de l'*Humanité* et de la répression, une équipe de gamins, d'ambitieux et de résignés manœuvrant des ouvriers sincères, pousse à l'abîme le Parti qui devait porter historiquement l'espoir de libération révolutionnaire du prolétariat. »

Affiche des six conseillers communistes de Paris.

Rectification

Dans le *Peuple* du 13 novembre, au cours d'un article relatif à la vie ouvrière en Saône-et-Loire, Eugène Morel me prend à partie.

Il écrit :

« A la veille de la scission, en 1921, dix syndicats squelettiques (1.000 à 1.500 adhérents) constituaient l'organisation de Saône-et-Loire. Dès la constitution de la C. G. T. U., Marie Guillot, qui assurait le secrétariat, emmena les groupements existant encore au pays de la dissidence.

Tant de désinvolture révolta les camarades de Saône-et-Loire à qui le verbiage extrémiste ne faisait pas illusion. »

Ce rappel des faits contient plusieurs erreurs.

A cette époque, l'U. D. de Saône-et-Loire était plus importante que ne le dit Morel : elle comptait plus de 10 syndicats et le syndicat des mineurs de Montceau, à lui seul, avait plus de 1.000 adhérents. Si les syndicats de cheminots, étaient alors très atteints, ils ne devaient pas tarder à reprendre force.

D'autre part, s'il est vrai que j'ai fait mon possible pour entraîner les syndicats à la C. G. T. U., je ne les ai pas emmenés de force et les yeux bandés, j'ai suscité des assemblées générales dans tous les syndicats et je suis allée partout, soit pour prendre la parole — quand on me l'accordait, — soit pour suivre les discussions. Et ce sont les assemblées générales qui ont pris leur décision en toute liberté.

Les deux tiers des syndicats sont allés à la C. G. T. U. Et cela prouve qu'ils avaient le sens de la lutte de classe. D'autres sont restés à la C. G. T. ; et je ne les ai point méprisés, car je connaissais et estimais leurs militants. Je sais qu'à la base, quand on s'égare, les nécessités de la lutte ramènent vite sur le véritable plan ouvrier. J'ai l'espoir qu'un jour nous nous retrouverons dans la même C. G. T. et que nous lutterons côte à côte.

Marie GUILLOT.

Singulière publicité

L'*Almanach ouvrier et paysan* contient, sur une demi-page, une annonce fort curieuse. Nous nous en voudrions de ne pas la reproduire. Voici :

Certains faits de votre existence passée ou future, la situation que vous aurez, d'autres renseignements confidentiels vous seront révélés par l'astrologie, la science la plus ancienne. Vous connaîtrez votre avenir, vos amis, vos ennemis, le succès et le bonheur qui vous attendent dans le mariage, les spéculations, les héritages que vous réaliserez.

Laissez-moi vous donner gratuitement ces renseignements qui vous étonneront et qui modifieront complètement votre genre de vie, vous apporteront le succès, le bonheur et la prospérité au lieu du désespoir et de l'insuccès qui vous menacent peut-être en ce moment. L'interprétation astronomique de votre destinée vous sera donnée en un langage clair et simple, et ne comprendra pas moins de deux pages.

Pour cela, envoyez seulement votre date de naissance avec votre nom et votre adresse, écrite distinctement, et il vous sera répondu immédiatement. Si vous le voulez, vous pouvez joindre 2 francs en timbres de votre pays pour les frais de correspondance (ne pas mettre de pièces de monnaie dans les lettres). Profitez de cette offre qui ne sera peut-être pas renouvelée. S'adresser : ROXROY, Dépy, 2402 Emmastraat, 42, La HAYE (Hollande). Affranchir les lettres à 1 fr. 50.

L'*Almanach ouvrier et paysan* est une publication du Parti communiste. Rien de drôle à ce que les charlatans y puissent loger leur publicité.

Mais en quoi cela peut-il avoir quelque chose de commun avec l'émancipation des travailleurs?

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

DIMANCHE 10 NOVEMBRE. — Six conseillers municipaux communistes de Paris, Sellier, Garchery, Joly, Renault, Castellaz et Gélis, refusent de participer à une réunion des élus convoqués par le Parti.

LUNDI 11. — Le Congrès extraordinaire de la Fédération Autonome des Fonctionnaires se prononce pour l'indépendance du syndicalisme.

Allemagne. — M. Curtius succède à M. Stresemann.

MERCREDI 13. — A la Chambre, commencement de la discussion du budget.

— Le Comité d'organisation de la Banque Internationale des paiements a terminé ses travaux.

JEUDI 14. — *Allemagne.* — Le plébiscite sur le plan Young aura lieu le 22 décembre.

VENDREDI 15. — Couteilhas est libéré du bagne d'Oléron.

SAMEDI 16. — Victoire des métallurgistes de Trith St-Léger, près de Valenciennes.

U. R. S. S. — Sokolnikov est nommé ambassadeur à Londres.

DIMANCHE 17. — *Allemagne.* — Progrès du parti communiste aux élections municipales à Berlin.

U. R. S. S. — Boukharine est exclu du Bureau politique. — Le visa de retour en U. R. S. S. est refusé à M. Paul Scheffer, correspondant du *Berliner Tageblatt.*

Mexique. — M. Ortiz Rubio, candidat de Calles, est élu président de la République.

LUNDI 18. — Anquetil est mis en liberté provisoire.

MARDI 19. — *Angleterre.* — Herbert Smith abandonne la présidence de la Fédération des Mineurs.

MERCREDI 20. — Les six élus communistes parisiens font placarder une affiche « au prolétariat » dénonçant la direction du Parti.

— La Chambre vote un projet de loi sur le commerce du blé.

JEUDI 21. — Ouverture à Paris de la conférence franco-allemande relative à la Sarre.

VENDREDI 22. — *Chine.* — Offensive de l'armée rouge en Mandchourie.

SAMEDI 23. — *Palestine.* — Grève générale à Jaffa.

DIMANCHE 24. — Mort de Clemenceau.

L'affiche des six élus Voici le texte de l'affiche de Sellier, Garchery, Joly, Renault, Castellaz et Gélis, conseillers municipaux communistes de Paris. Monatte commente, d'autre part, le geste des six élus :

Les sottises de plus en plus grossières accumulées par notre parti communiste nous ont contraints à envoyer une lettre de ferme protestation à la direction.

Cette lettre a été luè à la conférence des élus,le 10 novembre.

Dès le lendemain, 11 novembre, l' « Humanité » nous a cloués au pilori contre-révolutionnaire, sans autre forme de procès.

On s'efforce depuis de couvrir sous des injures les véritables mobiles de notre geste.

Si nos personnalités étaient seules en cause, nous mépriserions tout cela.

Mais il s'agit de l'intérêt même du prolétariat que nous servons tous depuis plus de vingt ans, et que nous voulons plus que jamais servir.

Derrière le triple écran de la Révolution russe, de l' « Humanité » et de la répression, une équipe de gamins, d'ambitieux et de résignés manœuvrant des ouvriers sincères, pousse à l'abîme le parti qui devait porter historiquement l'espoir de libération révolutionnaire du prolétariat.

Aucun homme sérieux n'y peut plus rester. Les exclusions succèdent aux exclusions...

Le parti garde les policiers et les provocateurs qu'il est incapable de chasser. Et, dans le même temps, il exclut les meilleurs militants,

Le parti perd pied dans la plupart des grands centres industriels. En province, ses forces s'effritent partout. Ici, nos cellules se vident.

Les 10.000 « combattants nouveaux », appelés « sous les drapeaux du parti », à l'occasion du 1er août, se traduisent pour toute la France par 258 adhésions!

Dans tous les domaines de l'organisation ouvrière, les résultats de tant d'années d'efforts, de dévouement, de discipline et d'esprit de sacrifice, sont, à peu de chose près, complètement ruinés.

L'argent, la peine de centaines de milliers de braves gens ont été gaspillés.

Nous établirons un bilan irréfutable et terrible pour les méthodes et les hommes qui en sont responsables.

A leurs injures, à leurs dissertations sophistiques, nous répondrons par des chiffres et par des faits précis.

A la seule condition que l'on nous aide.

Vous nous connaissez. Vous nous avez vus depuis toujours à la tête de vos manifestations. Vous savez comment nous vous avons défendus à l'Hôtel de Ville.

Ouvriers, employés, travailleurs des services publics, artisans et petits commerçants,

Locataires, contribuables, consommateurs et usagers,

Joignez vos efforts aux nôtres. Mettez à notre disposition tout ce que vous pourrez y mettre.

Soutenez-nous dans la lutte que nous voulons mener.

Elle en vaut la peine.

⁂

Le gouvernement travailliste et les chômeurs Les propositions du gouvernement travailliste concernant les indemnités aux chômeurs sont assez vivement critiquées dans cet article du *New Leader* (numéro du 22 novembre) :

Trois questions essentielles doivent diriger toute revision par le Labour Party de la loi sur le chômage :

1° La législation est-elle faite de façon qu'un chômeur sérieux et de bonne foi puisse facilement obtenir le secours?

2° Ce secours est-il suffisant?

3° A-t-on pris les dispositions pour que les secours soient accordés dans le plus court délai possible?

Et d'abord, les conditions auxquelles un chômeur peut recevoir les secours. Les auteurs de la loi font valoir qu'ils ont rendu impossibles les erreurs passées, car ils ont déchargé le solliciteur de l'obligation de prouver qu'il cherchait sérieusement du travail; maintenant ce sont les fonctionnaires des Finances qui doivent prouver que le solliciteur ne cherche pas sérieusement du travail.

Mais... les dispositions de la loi rendent ces bonnes intentions impossibles à mettre en pratique. Tandis que le paragraphe initial de la clause d'application donne une base raisonnable de justice, les deux paragraphes suivants s'opposent presque complètement au présent système.

La vérité est qu'en dépit d'un nouveau chef, le ministère du Travail semble constitutionnellement incapable de se débarrasser de ses vieilles habitudes. Il n'acceptera pas une preuve simple et juste de sincérité.

La clause 4 donne une définition suffisamment juste : « Si, après une demande de secours, il est prouvé que le solliciteur, sachant qu'une place, dans tout emploi adapté à son cas, était ou allait être libre, a refusé ou négligé de se présenter è cette place, il ne pourra recevoir aucun secours. »

Jusque-là, très bien; mais la clause devient ensuite nébuleuse. Elle parle « d'emploi dans l'occupation usuelle du solliciteur, ou d'une catégorie adaptée à son cas »; d'emploi « dont on pourrait raisonnablement attendre que le solliciteur le connaisse »; et du fait « qu'il a accompli toutes les démarches qu'on pouvait raisonnablement attendre qu'il entreprenne pour obtenir cet emploi », et ainsi de suite.

Il n'est pas besoin d'être homme de loi pour voir que cette partie de la clause ouvre la porte à de multiples interprétations. Que signifie : « qu'on pourrait raisonnablement attendre »? Et l'on peut voir recommencer toute la vieille persécution administrative : « Etes-vous allé là ? Pourquoi n'êtes-vous pas allé là ? » et ainsi *ad infinitum.*

« Voulez-vous prendre ce travail? » Voilà une question simple et sans détour, et c'est la seule qui satisfera les Trade-Unions et le mouvement ouvrier.

Et pour le côté financier, les demandes du Mouvement ouvrier unifié au Comité Blanesburgh étaient la modération même. Par exemple, pour une famille, l'homme, sa femme et trois enfants, elles s'élevaient à 45 shillings par semaine. Est-ce réellement trop attendre d'une loi ouvrière sur le chômage? Est-ce réellement plus que n'en peut lever le ministre des Finances sur les classes riches, qui dépensent plus que cela à un seul repas?

Avec la loi actuelle, un homme, sa femme et trois enfants toucheront 32 shillings par semaine, soit 6 shillings 5 pences par personne. Le Labour Party peut-il prendre la responsabilité de ces taux tellement insuffisant, même provisoirement?

La « London School of Economics » entreprend une nouvelle enquête sur la pauvreté. Mais auparavant, son Comité a fait une enquête sur le prix des aliments nécessaires à la vie. Elle est arrivée à la conclusion que le coût de ceux-ci est de 7 shillings par semaine et par personne.

Et cependant, avec les propositions actuelles, une famille doit vivre avec 6,5 shillings par semaine et par personne. Et ceci non seulement pour la nourriture, mais pour le loyer, les vêtements, etc. Le Labour Party peut-il soutenir cela?

Enfin, en 1924, alors que sa position était moins solide que maintenant, le Labour Party réduisit le délai d'attente de 6 jours à 3 jours. Il peut sûrement faire maintenant aussi bien qu'il fit alors.

Nous savons tous que le gouvernement travailliste ne peut pas tout réaliser d'un seul coup. Mais sur ces trois points, il est une chose bien sûre : s'ils ne sont pas compris dans la nouvelle loi, celle-ci portera un rude coup aux espoirs suscités par les élections. Laissez-nous les garder, même si nous devons attendre sur d'autres questions.

"Le Cri du Peuple"

Pour des raisons matérielles, le premier numéro du « Cri du Peuple », annoncé pour le 27 novembre, ne paraîtra que le mercredi 4 courant.

Il sera mis en vente dans les kiosques et chez tous les marchands de journaux de Paris mercredi matin ; jeudi matin en banlieue et en Province. Le numéro : 50 centimes.

Ce premier numéro revêtira une importance exceptionnelle par suite des mesures de scission prises par la direction de la C. G. T. U. Il sera pour nos camarades des syndicats unitaires une arme pour barrer la route aux scissionnistes. Aussi nous demandons à tous nos amis d'assurer la plus large diffusion au « Cri du Peuple ». Se mettre de suite en rapports avec les camarades de l'administration, 123, rue Montmartre, Paris (2e).

Nous souhaitons au « Cri du Peuple » un franc succès.

PHALANGE ARTISTIQUE
(Section Française du Théâtre Ouvrier International)

3e récital de poésie

Les Poètes contre la Guerre

Poèmes de G.. Chennevière, P. J. Jouve, M. Martinet, G. Duhamel, Ch. Vildrac, etc.

MUSIQUE : Auteurs anciens
Bach, Fauré, Kœchlin

4, Square Rapp, 4
— (Champ de Mars) —
le Samedi 7 Décembre
—— à 17 heures ——

PHALANGE ARTISTIQUE

(Section Française du Théâtre :: Ouvrier International) ::

L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR

Comédie en 3 actes de BERNARD SHAW
Traduction de Henriette et Augustin Hamon

Samedi 7 Décembre
Samedi 14 Décembre

4, Square Rapp (Champ de Mars)
(Métro : Ecole Militaire ou Alma)

Billet à Tarif réduit
1 à 4 places 5 francs

BUREAU : 20 h. RIDEAU : 21 h.

ENTRE NOUS

ET LES 1.500 ?

Quinzaine peu brillante. Seulement 12 abonnements nouveaux. Nous ne nous rapprochons pas de notre objectif des 70 abonnements nouveaux par mois.

Mais nous sommes obstinés, et nous renouvelons nos appels à nos camarades de Paris comme à ceux de Province. Dans notre numéro du 15 janvier, nous publierons, avec notre budget, notre statistique des abonnés et notre plan de travail pour l'administration. Ce sera l'occasion de mesurer les efforts faits et les efforts qui restent à faire. D'ici là, pensez tout de même à nous recruter des abonnés nouveaux et à nous envoyer des adresses de « possibles »!

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 2; *Seine*, 1; *Aisne*, 1; *Bouches-du-Rhône*, 1; *Cantal*, 1; *Charente-Inférieure*, 1; *Lot-et-Garonne*, 1; *Pas-de-Calais*, 1; *Somme*, 1; *République Argentine*, 1; *Uruguay*, 1. — *Total* : 12 *abonnements nouveaux.*

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Rassinier (Belfort), 5; *Garrivet (Côtes-du-Nord)*, 3; *Changement d'adresse*, 1; *Un timbre*, 0,50; *Kroll (Rhône)*, 12; *Raynaud (Alger)*, 5; *R. H. (Paris)*, 0,50; *Leblanc (Aisne)*, 11; *Changements d'adresse*, 3,50; *Hughes (Alpes-Maritimes)*, 5; *Gloaguen (Finistère)*, 5; *F. (Paris)*, 10; *Yvonne Aufrère (Seine)*, 30; *Briard (Seine-Inférieure)*, 5; *Mme de Chavigny (Finistère)*, 20 (*omis en octobre*). — *Total* : 116 fr. 50.

La fin de l'année est proche. Pensez à la souscription pour l'édition de notre table des matières de 1929!

Le Libérateur

Le 20 novembre est paru le premier numéro du *Libérateur* « journal communiste de l'Opposition », bimensuel paraissant le 5 et le 20 de chaque mois.

Le *Libérateur* est édité par le groupe des camarades de *Contre le Courant;* dans le Comité de rédaction nous relevons les noms de Lucie Colliard, Delsol, Fourrier, Lemire, Magdeleine et Maurice Paz, Roy, etc.

L'adresse du *Libérateur* est 8, boulevard de Vaugirard, Paris-15e.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe

A lire et faire circuler :

FÉLICIEN CHALLAYE

UN ASPIRANT DICTATEUR:

André Tardieu

« ... *Un des obstacles que M. André Tardieu rencontre, c'est, en un certain nombre d'esprits, le souvenir de son passé. En dépit de la facilité avec laquelle s'oublient les pires scandales, l'individu ne peut se délivrer de l'auréole de mépris qui entoure sa face.*

« *Contribuons à la lutte contre la menace de dictature en rappelant, à l'aide de quelques textes incontestables, la carrière de cet homme, et, d'abord, les deux affaires auxquelles son nom reste indissolublement uni, l'affaire de l'Homs-Bagdad et celle de la N'Goko-Sangha.* »

Félicien CHALLAYE.

Une brochure : *cinquante centimes*

Editions de la « Révolution Prolétarienne »
54, rue du Château-d'Eau, **PARIS** (10e)

C'est le 4 Décembre que paraitra :

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire

publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2e)

Le numéro : **50 centimes**

Abonnements : 6 mois, **10 fr.** ; 1 an, **20 fr.** — **Chèque postal** : René Deveaux 525-67 PARIS

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME N° 1

Lire et faire circuler :

Maurice CHAMBELLAND

Vers un nouveau Congrès d'Amiens

(Discours au Ve Congrès de la C.G.T.U.)

Introduction de Pierre MONATTE

Une brochure de 32 pages ..... **0 fr. 75**

Les 100 exemplaires : 60 francs

DISCUSSION ET POLEMIQUE N° 3

IL FAUT LIRE :

Les Problèmes de la Révolution Prolétarienne

PAR FERNAND LORIOT

(Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants)

Une brochure de 72 pages : 3 francs;

10 exemplaires : 20 francs